

BULLETIN INTERIEUR

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la 4^e Internationale)

N° 25

JUILLET 1946

Prix : 10 Francs

SOMMAIRE

TRESORERIE.

ARTICLES DE DISCUSSION.

- Bilan des élections françaises, par DEMAZIERE.
- Il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre, par FRANCIS.
- L'économie française après 20 mois de libération et ses perspectives, par GIRARD.
- Texte de discussion, par NORVAL et PERRIN.
- La question russe doit être révisée, par R. GUERIN.

T R É S O R E R I E

Ce texte est la préface d'un carnet de formules de comptes régionaux remis à chaque trésorier du parti.

Le trésorier de cellule, de rayon, de région, ne remplit pas une tâche secondaire dans le parti. C'est de son sérieux et de son sens des responsabilités que dépend notre pénétration réelle dans la classe ouvrière qui ne nécessite pas seulement une politique, mais en définitive des moyens matériels pour la faire vivre.

C'est là une question des plus importantes pour la vie du parti, sur laquelle il convient de revenir. De ce qu'il nous faut de l'argent pour mener notre agitation et notre propagande, il ne faut pas en déduire que nous devons nous en procurer par n'importe quel moyen. Il faut en déduire au contraire que c'est une tâche politique de première importance à la réalisation de laquelle tout le parti doit s'atteler avec méthode, planification et persévérance. Pendant l'illégalité, nous ne pouvions collecter systématiquement des fonds chez les sympathisants. Nous nous en procurions par des moyens militaires en expropriant des SS, des miliciens ou autres

ennemis des travailleurs. Depuis que la classe ouvrière milite légalement, nous avons fait un tournant radical dans ce domaine. Ce tournant a été nécessaire par le fait que la classe ouvrière ne comprendrait pas qu'un parti continue à vivre sur le pied militaire pour se procurer des ressources financières quand il affirme avoir, et qu'il a, une zone d'influence parmi les travailleurs. Et elle aurait raison. De plus, pendant l'illégalité existait un terrorisme de masse auquel prenait part et que comprenait l'ensemble des travailleurs. Aujourd'hui cela semblerait du terrorisme individuel complètement à l'opposé du mouvement ouvrier. Si dans les faits le parti a effectué ce tournant depuis août 1944, les discussions montrent qu'il n'a pas encore été achevé dans les esprits. L'expérience du grand parti bolchevik doit aider à assimiler cette orientation : il fut une époque où le C.C. du P.B. organisait des « ex » (Tiflis, etc.) dans une autre situation, il s'éleva avec la dernière violence contre Lénine lui-même, participa à la discussion et mit tout son poids pour redresser une orientation qui aurait mené à une catastrophe.

Il y a des militants qui n'ont pas

compris que nous ne sommes plus dans l'illégalité. Ils reprochent à la direction du parti de rester pauvre et de harceler les cellules pour trouver des fonds chez les sympathisants.

Ceci amènerait dans les faits que toutes les activités seraient vues sous l'angle de possibilité de ressources financières, ou bien qu'il se créerait un mélange malsain et stérilisant entre les rapports politiques et les rapports commerciaux avec nos membres et sympathisants. Il arriverait que l'on ne verrait pas dans un nouvel adhérent ses possibilités politiques mais ses possibilités commerciales, ceci ruinerait tous les rapports d'organisation et introduirait une atmosphère pourrie et démoralisante. Il faut ajouter d'ailleurs, que si une telle attitude nuirait au travail politique, elle ne, donnerait, de plus, aucun résultat sur le plan financier, car elle ne correspond absolument pas, ni à la structure, ni au rythme du parti. Ceci est évidemment exagéré considérablement en ce qui concerne le parti, aujourd'hui pris dans son ensemble, mais certains camarades ne l'ont pas encore compris et assimilé profondément, et même des réticences dans ce domaine constituent incontestablement un danger.

Où sont nos ressources ?

Dans tous les domaines de son activité, le parti ne peut rien réaliser s'il n'utilise que ses forces intérieures. Il doit se tourner vers l'extérieur, s'appuyer sur sa zone d'influence, l'organiser, l'encadrer, l'impulser pour réaliser nos objectifs. Nous n'aurions pas eu « la Vérité » légale sans la mobilisation et le soutien de tous nos sympathisants. Nous n'aurions pas eu les fonds nécessaires à notre campagne électorale sans notre campagne pour le million.

De même sur le plan financier. C'est essentiellement la sympathie et la confiance que nous gagnons chez les travailleurs, qui doit se matérialiser par leur soutien financier. Si nous ne le comprenons pas sur ce point particulier des finances, à cause de son importance pour toute notre activité, nous n'avons pas compris la nécessité de construire le parti qui est le contraire du recroquevillement sur nous-mêmes. Dire qu'il existe les possibilités objectives de construire le parti et ne pas organiser systématiquement l'alimentation de notre caisse par le courant ouvrier qui nous est favorable, c'est attendre que ces conditions objectives se matérialisent par elles-mêmes, sans notre action et notre lutte pour la construction du parti.

Nous devons nous adresser franchement à ceux qui nous écoutent. Les contacter systématiquement, pour qu'ils nous soutiennent pécuniairement. L'expérience prouvera vite que cette activité n'a rien d'une technique financière, mais constitue une tâche politique des plus importantes. Les sympathisants se sentiront plus liés, déjà organisés un tant soit peu avec le parti. Les retrouver, les prospector permettra d'en étendre considérablement le nombre. La circulaire sur la préparation de la campagne de recrutement donnera des indications sur la façon de retrouver nos sympathisants, en particulier ceux qui ont voté pour nous. Tout cela apparaîtra, mais il faut s'y mettre.

Consignes de trésorerie.

Le présent carnet est destiné à faciliter la tenue des comptes des régions et aussi à unifier la comptabilité dans tout le parti, afin de permettre une réelle centralisation et l'établissement d'un budget national.

Il est utilisable pour 6 mois. Un feuillet sera envoyé à la trésorerie centrale entre le 25 et le 30 de chaque mois. Le double inscrit sur le feuillet suivant, grâce à un paier carbone, restant au trésorier régional.

Au dos de chaque feuillet seront notées les observations, en particuliers le détail des dépenses d'agitation-propagande.

L'expérience montrera s'il est adapté aux besoins du parti. Le modèle définitif sera imprimé, vraisemblablement, pour l'année 1947.

Il est évident qu'il ne s'agit pas, grâce à ce carnet, de vérifier l'honnêteté des régions, ce qui n'est absolument pas en question, mais de centraliser et de planifier l'activité du parti, et de répartir les fonds à l'échelon national, selon les besoins de chaque région. Il permettra aussi de suivre l'activité politique de chacune d'elles, qui apparaît très clairement grâce aux chiffres.

Un carnet est envoyé à chaque subdivision administrative du parti, que celle-ci centralise ses comptes dans sa région politique ou non.

Si les régions jugent qu'il peut être utilisé par leurs rayons ou cellules pour la tenue de leurs comptes intérieurs, elles peuvent en demander à la Trésorerie nationale.

**

Chaque trésorier doit faire mettre au premier point de l'ordre du jour de la première réunion de chaque mois, le collectage des cotisations, phalanges, souscriptions de son organisme de travail. Chaque mois il doit également faire un rapport financier devant le C.R. montrant en particulier la réalisation du budget tant pour les entrées que pour les dépenses.

**

Ne laisse pas les camarades s'endetter vis-à-vis du parti. Tu réaliseras la clarté de ta trésorerie et tu rendras service aux militants. Donner ses cotisations, phalanges, etc., au début du mois, lorsque l'on vient de toucher son salaire est facile. Devoir payer de grosses sommes, accumulées sur plusieurs mois devient très difficile et entrave l'activité de privations et de soucis inutiles.

Habitue les camarades à venir à la première réunion du mois avec ce qu'ils doivent au parti. Sur les convocations aux réunions, fais inscrire : « paiement des cotisations et phalanges ».

Si un camarade a oublié de se munir d'argent, prends rendez-vous avec lui pour le lendemain. Ne laisse pas traîner.

**

Dans le rapport mensuel de ta région, au secrétariat national d'organisation, inscris les questions de trésorerie sur une page spéciale.

**

Pour envoyer des fonds à des services différents, utilise leur C.C.P. respectif. Cela ne te prends que quelques minutes de plus, et cela permet de gagner des heures à la trésorerie nationale.

**

Utilisation du carnet de compte et tenue des comptes.

1° *Cartes.* — Chaque militant du parti doit être en possession d'une carte qu'il paye 10 francs.

Sur le compte dans les entrées doit figurer : 10 francs multipliés par le nombre de cartes vendues, c'est-à-dire de nouveaux adhérents. Dans la colonne des sorties, la même somme, car à partir du troisième congrès il n'y aura plus de dépôt de cartes dans les régions. Le secrétariat ne délivrera de cartes qu'en échange d'un nombre correspondant de questionnaire d'adhésion rempli.

2° *Cotisations.* — Chaque mois, chaque adhérent (militant ou stagiaire) paye une cotisation de 20 francs contre laquelle il reçoit un timbre à coller sur la case correspondante de sa carte. Les entrées sont donc de 20 francs multiplié par le nombre d'adhérents. N'est pas membre du parti celui qui n'a pas de carte ou qui ne paye pas ses cotisations.

La cotisation est entièrement versée à la trésorerie nationale. Les sorties sont donc d'un montant égal aux entrées.

3° *Phalanges.* — Chaque militant ou stagiaire verse au parti une contribution de soutien appelée phalange. En

principe elle s'élève à une journée de travail.

Mais cette règle doit être appliquée très soupagement. La cellule déterminera cette phalange en fonction de la situation de salaire et de famille de chacun. De toute façon, il faudra établir une somme plutôt un peu moins forte que ce qui peut apparaître comme normal, mais veiller à ce qu'elle rentre très régulièrement pour que le parti puisse établir son budget sur des bases solides.

La phalange revient entièrement à la trésorerie nationale, sur les comptes, les entrées sont donc égales aux sorties.

Les trois comptes précédents doivent progresser chaque mois si le parti se développe réellement en nombre.

4° *Soutien des sympathisants.* — Il faut organiser le collectage de façon méthodique. Chaque militant doit avoir une liste de sympathisants à contacter au moins une fois par mois, dans la première semaine. Il lui portera les parutions du parti, les lui commentera, et lui demandera son soutien mensuel. Aux réunions de cellules, il faudra effectuer le pointage minutieux de cette tâche, militant par militant, sympathisant par sympathisant.

Une moitié de ces soutiens reste aux régions. C'est donc le moyen le plus important pour subvenir à l'agitation-propagande et aux frais locaux.

Dans les comptes, la somme portée dans la colonne entrée doit donc être le double de celle de la colonne sortie, envoyée à la trésorerie nationale.

Le montant des soutiens doit être en progression constante d'un mois sur l'autre, si le parti développe réellement son influence et ses liaisons.

5° *Collectes.* — Il faut fixer en principe que les frais de nos réunions et meetings doivent être couverts par la collecte faite à la sortie.

Cette collecte doit être comprise comme une tâche politique très importante. Non seulement pour l'aide qu'elle apporte au parti, mais aussi et surtout pour mesurer notre influence. Il faut l'aborder d'une manière très active. Il faut prévoir un discours spécial pour l'appel au soutien. Ce discours doit être court, mais minutieusement étudié. Il doit faire naître l'enthousiasme pour le IV^e Internationale. Montrer que celle-ci ne peut vivre que par le soutien actif des travailleurs. Un exemple d'un discours sera demandé à la commission d'agitation-propagande et envoyé aux régions.

Le produit de ces collectes restera entièrement dans la caisse des régions. Dans les comptes, la colonne sortie ne portera donc rien.

Inclure le montant de la collecte dans les comptes rendus des meetings et réunions pour publication dans *La Vérité*.

6° *Fêtes locales.* — Pour nous inscrire dans les milieux ouvriers, en particulier pour les cellules de quartiers, de petites fêtes peuvent être d'une grande efficacité.

Au début, nous devons les faire pour nos sympathisants que nous touchons directement. Une propagande publique pourrait amener les staliniens à venir provoquer des bagarres qui dégoûteraient à tout jamais des sympathisants tièdes.

Il ne faut pas chercher à faire trop grand. Il faut prendre comme modèle les goguettes du P.C. et des J.C. d'avant guerre. Elles peuvent être une petite représentation théâtrale, un bal, etc., les J.C.I. peuvent faire des chœurs parlés

Il faut se fixer à l'avance la somme que nous voulons avoir comme bénéfice, en fonction de cette somme, calculer combien il faut amener chaque participant présumé à dépenser dans sa soirée. Il faudra calculer cette somme en fonction de la composition sociale. Dans la fête, il faudra créer les conditions matérielles qui amènent chaque participant à dépenser cette somme moyenne : buffet, tombola, vente de matériel, vente aux enchères, etc.

Ces fêtes ne doivent pas comporter une lourde partie politique. Juste une courte intervention sur notre parti et son programme.

Elles permettront de se lier mieux, grâce à des discussions individuelles avec nos sympathisants. Ceux-ci verront que les trotskystes ne sont pas des échappés de l'enfer, mais des travailleurs comme tous les travailleurs qui savent trinquer à l'occasion comme tout le monde (ce qui ne veut pas dire que nos fêtes doivent tomber dans « l'ouvriérisme », c'est-à-dire dans la vulgarité). On pourra y annoncer un meeting ou une réunion de sympathisants politiques.

Les bénéfices vont intégralement aux caisses régionales. Sur les carnet, il n'y a que des entrées.

8° *Vérité*. — Le journal est payé 3 fr. et vendu 4 francs. La colonne entrée porte donc le nombre de journaux vendus multiplié par 4. La colonne sortie, le nombre total de journaux reçus multiplié par 3. (C.C.P. : *La Vérité*, 19, rue Daguerre, 5479-17 Paris.)

9° *Front ouvrier*. — L'administration du F.O. laisse 10 % aux régions. (C.C.P. : Pannetier, 5259-15 Paris.)

10° *Revue IV*. — Différence bénéficiaire établie directement par la revue IV. (C.C.P. : de Gans, 5301-04, Paris.)

11° *B.I.* — Les B.I. doivent être payés au prix marqué. La colonne des entrées doit donc être égale à celle des sorties. Expédier directement à la trésorerie nationale.

12° *B.I. du S.I.* — *Idem*.

13° *Brochures ou livres du parti*. — Différence entre les entrées (vente) et les sorties (achat) selon les quantités.

14° *Editions Pionniers*. — *Idem*.

15° *Abonnements : Vérité, IV Internationale, F.O.* — Les sorties sont égales aux entrées. Expédier les fonds aux différents services directement.

16° *Frais administratifs*. — Uniquement des sorties. Y faire entrer tous les frais de fonctionnement intérieur de la région pour les liaisons intérieures, la correspondance, l'entretien des locaux, les loyers, etc.

17° *Agitation-Propagande*. — Tous les frais pour l'activité extérieure : affiches, tracts, meetings, etc. En mettre le détail au dos de la feuille de comptes.

18° *Divers*.

Solde.

Le solde ne peut jamais être débiteur, puisque toutes sorties doivent être couvertes uniquement par les entrées. Si l'activité a nécessité un emprunt, soit à un sympathisant, soit à la trésorerie nationale, l'indiquer dans les entrées.

Un emprunt à la trésorerie nationale signifie que les dépenses locales ont mordu sur les sommes devant être envoyées à la trésorerie nationale. Il faudra ne le faire qu'à la dernière extrémité et avec l'autorisation préalable de la trésorerie nationale.

Ces emprunts constituent un système provisoire. La bonne formule sera que chaque région fasse parvenir au plus

vite un budget de prévisions en fonction des nécessités de développement de la région. L'étude de ces budgets à l'échelle nationale permettra d'établir, premièrement, la somme que doit collecter en moyenne mensuellement, chaque militant, chez les sympathisants pour que le parti puisse couvrir les dépenses prévues.

Deuxièmement, la somme que la trésorerie nationale apportera aux régions, soit pour toutes sous forme d'un pourcentage uniforme sur les cartes et les timbres laissés aux trésoreries régionales, soit en particulier par des subventions spéciales à certaines régions.

Pourtant, pour encore quelque temps, il faut rester au système provisoire des emprunts à la trésorerie nationale, mais les emprunts doivent, pendant cette période, rester très limités. Une politique d'économie a permis de tenir la campagne électorale et de combler une assez grande partie des dettes. Mais il en reste encore une grande partie. Et tant qu'elles ne seront pas remboursées, chaque militant doit comprendre la nécessité de continuer cette politique d'économie.

Néanmoins dès maintenant un certain assainissement peut être enregistré. Il faut le terminer totalement en continuant à être très strict sur les questions d'entrées et de paiements à la trésorerie nationale. En même temps, nous pouvons amorcer la seconde étape en préparant les budgets de prévisions et en les faisant parvenir fin juillet à la trésorerie nationale.

Comment établir un budget de prévisions.

Un budget de prévisions financières n'est pas une simple addition de deux colonnes. Il faut faire montre d'une grande connaissance de la région, quant aux possibilités de développement politique, d'un grand réalisme quant aux possibilités de ressources financières et d'un grand sens des responsabilités pour équilibrer les unes par rapport aux autres.

C'est-à-dire qu'il ne sera pas trop que ce budget soit établi par le comité régional après une discussion spéciale et approfondie. Ce travail doit commencer par établir un compte exact des possibilités politiques de la région d'après les résultats des élections, de la vente des journaux, le nombre de sympathisants en liaison avec la région, les renseignements recueillis par chaque cellule, auprès de chaque militant sur son milieu de travail.

Ensuite, il faut chiffrer les frais que nécessitera l'exploitation de ces possibilités. Tant pour le transport pour visiter tel ou tel village; tant pour préparer un meeting (affiches, salle, etc.); tant pour envoyer gratuitement des *Vérités*. Ainsi on arrivera à un total de dépenses pour un mois, par exemple.

Par ailleurs, il faut prévoir les ressources de la région. Il peut se faire que les recettes couvrent ou dépassent du premier coup les dépenses. Il faudra voir si c'est à cause d'un développement trop lent de la région, d'une insuffisance d'activité. En fait, la plupart du temps les possibilités politiques dépassent nos ressources.

Pour les régions constituées, elles doivent se fixer pour règle générale que leur activité doit être couverte par leurs ressources propres (1/2 souscription, collecte aux meetings, bénéfice des fêtes locales, vente des journaux et du

matériel.) Il faudra donc éliminer ce qui dépasse ces ressources et ne conserver que le possible. L'extension de l'activité devra s'accompagner d'une augmentation des ressources, notamment en ce qui concerne le soutien obtenu des sympathisants. Et l'accroissement des ressources permettra d'étendre l'agitation-propagande. C'est-à-dire que notre influence ne devra jamais s'accroître sans qu'en même temps soit établis des points d'appui plus solides que constitue un nouveau sympathisant* versant une phalange mensuelle.

Ainsi s'établira un plan de travail qui en partant d'un objectif régional fixera à chaque rayon, à chaque cellule, à chaque militant, sa tâche particulière pour l'atteindre : tel et tel sympathisant à voir, tant de réunions à faire dans tel village, etc.

L'équilibre entre les entrées et les sorties sera ainsi dynamique et permettra un développement harmonieux et planifié des régions. Chaque mois apparaîtront aussi les trous et les manques dans l'activité, les redressements à opérer, les déplacements de forces, en comparant le bilan au budget.

De plus, la réunion des budgets de toutes les régions permettra d'établir un budget national. Ce qui est aussi indispensable pour le développement harmonieux du parti, que pour celui des régions. Ainsi pourra être établi réellement le nombre de permanents que nous pouvons avoir, l'aide que la trésorerie nationale peut apporter à telle région particulièrement importante, ou la somme que nous pouvons investir pour mener telle campagne politique, etc.

Ce budget devra aboutir à fixer la somme moyenne que chaque région doit se fixer à collecter parmi les sympathisants.

Il est clair que ce budget ne pourra pas se réaliser à 100 francs près. Personne ne lui demande cela. Mais il fixera un plan, un ordre d'importance et de marche. Un ouvrier adhérent du parti verra ce qu'il se trouve dans une organisation coordonnée où ses efforts sont utilisés au mieux et non dispersés et perdus à cause de la pagaïe et du manque de planification.

Bien entendu ce budget portera sur les périodes « normales ». Un budget spécial devra être établi pour les activités exceptionnelles, par exemple la prochaine campagne électorale, dont le budget devra être établi à l'avance grâce aux leçons de la dernière. De même un tournant de l'organisation ou de la situation nécessitera un nouveau plan en fonction des nouvelles tâches.

Nous espérons que chaque région comprendra l'importance de ce budget de prévision, et qu'il nous parviendra dans le mois de juillet.

Budget des isolés ou région très petite.

Ils doivent aussi établir un tel budget, mais en ne faisant pas coïncider les entrées et les sorties à tout prix. Il est évident qu'un camarade ou deux peuvent avoir de grandes possibilités politiques, mais pas assez de ressources. Ils doivent étudier de près l'aide qu'ils demandent à la trésorerie nationale pour atteindre des objectifs qu'ils se fixent pour développer leur région. Un budget national spécial proportionnel aux ressources d'ensemble du parti leur sera attribué.

Le 20 juin 1946.

LE SECRETAIRE
D'ORGANISATION.

ARTICLES DE DISCUSSION

BILAN DES ÉLECTIONS FRANÇAISES par DEMAZIÈRE

A) Quelques considérations générales.

Les résultats des élections du 2 juin ont étonné tout le monde : la bourgeoisie, les grands partis ouvriers et nous-mêmes.

La bourgeoisie, bien que n'espérant pas une victoire éclatante du regroupement des forces pro-fascistes dans le Parti républicain de la liberté, puisque dans bien des cas celui-ci avait cédé volontairement la place aux candidats M. R. P., attendait néanmoins un renforcement plus sérieux de son aile droite et un recul marqué du P. C. Celui-ci craignait le pire sur sa droite et sur sa gauche. On pouvait penser, en effet, que le désappointement né au cours des sept derniers mois de la politique tripartite allait amener une sérieuse perte de prestige pour les trois Grands, avec un décalage sur la droite pour les anciens votants du M. R. P. et en partie du P. S., respectivement au profit du P. R. L. et du Rassemblement des gauches, et sur la gauche pour les anciens votants du P. C., à notre profit. Ce schéma général ne s'est pas réalisé, si ce n'est pour le P. S., dont la responsabilité en flèche dans le tripartisme a quand même motivé les pertes. Chez nous, certains camarades, pour qui la victoire des « non » au referendum du 5 mai était réconfortante et laissait augurer d'une montée ouvrière aux élections suivantes, les résultats de celles-ci devraient montrer combien leur analyse politique précédant le referendum était fautive, et combien la majorité du C. C. a eu raison de mettre en avant le « oui » qui nous plaçait aux côtés des partis ouvriers dans la situation défensive imposée par la poussée réactionnaire. Il était aisé de prévoir après le referendum la disparition d'une majorité P. S.-P. C. à la Constituante. Mais on pouvait prévoir aussi, parallèlement, un raidissement plus notable de la situation et une cristallisation importante autour de notre parti.

Au lieu de cela, on a un succès électoral assez minime des partis bourgeois, qui n'est qu'une stabilisation réactionnaire des précédentes élections. Ce résultat, que nous aurions dû prévoir, est la consécration d'une période de sept mois caractérisée par l'absence totale de luttes ouvrières.

La situation se présente ainsi : la bourgeoisie s'est montrée impuissante à mener une offensive parlementaire sérieuse — prélude à d'autres offensives — et à imposer l'accession au pouvoir du P. R. L. En face d'elle, la classe ouvrière, en l'absence d'une direction révolutionnaire, s'est montrée impuissante non seulement à progresser, mais encore à conserver la totalité de ses

positions de combat. Le résultat est l'équilibre de forces actuel, mais un équilibre qui se rompt peu à peu, quoique faiblement, au désavantage de celles-ci, et qui montre de mieux en mieux le rôle déterminant du parti révolutionnaire.

On objecte à cela que le parti révolutionnaire n'a pas de pouvoir dans une situation caractérisée par l'absence de luttes ouvrières. On oublie ainsi deux choses :

1° que la force du parti révolutionnaire peut faire naître les luttes ;

2° que, dans la mesure où, politiquement, le combat se situe seulement sur le terrain parlementaire (d'une part, impuissance de la bourgeoisie à imposer des solutions autoritaires ; d'autre part illusions des masses et trahison de leurs directions), l'intervention du parti révolutionnaire doit se faire d'autant plus forte, mais aussi intelligente et explicative sur le seul champ politique de lutte qui nous ait été actuellement offert ; celui du parlementarisme et des revendications démocratiques. On peut dire que la situation française est absolument originale : les positions des travailleurs reculent sans arrêt depuis vingt mois sans qu'il y ait eu combat, et les troupes bourgeoises avancent avec une certaine timidité, sans possibilités offensives sérieuses.

En conclusion, la situation présente montre clairement que, si la classe ouvrière n'a pas subi de défaites, elle est néanmoins en perte de vitesse.

Pourtant, la quasi-stabilisation actuelle sur le plan parlementaire et la fidélité du corps électoral aux « partis démocratiques » traditionnels montrent aussi la fausseté de la position qui consiste à caractériser la conjoncture actuelle par le bonapartisme.

L'offensive bourgeoise, dans le présent, se limite strictement au terrain parlementaire, malgré les quelques écarts de violence des éléments « avancés » du P. R. L. à Paris, du M. R. P. en province. Nous voyons aussi quelle a été l'erreur des camarades pour qui les sept mois qui viennent de s'écouler devaient bouleverser le visage politique de la France, malgré leurs affirmations gratuites et littéraires sur « la perspective longue et le rythme lent ».

Avaient raison contre tous ceux-là, les camarades qui insistent sur l'autorité du P. C. F. parmi les travailleurs et sur le poids considérable des illusions démocratiques. On peut dire que celles-ci se sont encore renforcées au cours des sept mois écoulés, malgré les deux lueurs que constituent pour l'avenir du mouvement ouvrier la naissance de l'opposition révolutionnaire dans la C.G.T., et l'apparition du P. C. I. dans l'arène politique, avec la possibilité de grouper

1,5 % des votants autour de son programme.

B) Les causes de notre insuccès relatif.

Les ouvriers ont vu un échec dans les élections du 2 juin. Quoi qu'on puisse leur dire et quelles que soient les acrobaties arithmétiques auxquelles on se livre, ils ont vu le M. R. P. devenir « le premier parti de France », le parti communiste perdre légèrement en pourcentage, le parti socialiste laisser 430.000 voix sur le terrain, la majorité parlementaire P. C.-P. S. disparaître, et reparaitre, par contre, les laissés pour compte de la Troisième République : Daladier, Reynaud, etc. Pour nous, une telle conjoncture ne nous aurait paru défavorable si, sans qu'apparemment rien n'y soit changé dans les grandes lignes, nous avions pu avoir un ou deux représentants à la Chambre, et recueillir 100.000 à 200.000 voix sur nos listes. Cela ne s'est pas produit et, malgré le succès relatif de certaines de nos listes en province (Gironde et Marne notamment), nos 45.000 voix sont bien en deçà de ce que nous espérions. Nos fluctuations électorales, par rapport aux dernières élections, sont à l'image de celles du P. C., si l'on considère les deux seuls points de repère que nous ayons : Paris (premier secteur), Isère. Nous perdons dans le grand centre (Paris, premier secteur) plus d'un tiers de nos voix (il nous aurait fallu 25.000 voix environ dans l'ensemble des trois secteurs de la Seine, au lieu des 15.000 que nous avons eues, pour conserver nos positions d'octobre) et nous gagnons un peu en province, dans l'Isère. Mais, dans les deux cas, de même qu'ailleurs, les résultats ne reflètent pas le succès de la campagne ni l'atmosphère de sympathie pour notre programme. De même que ces résultats sont loin d'être proportionnés à la peur de nous qu'a eue le P. C. F.

a) La cause générale de notre impuissance actuelle est évidemment la calomnie. Où nous apparaissions, le stalinisme s'efforce, par tous les moyens, de nous présenter à la classe ouvrière comme des ennemis de classe. Mais, si cela explique amplement notre faible développement, cela n'explique pas que nous n'ayons pas capitalisé électoralement toutes nos sympathies, ni, à plus forte raison, que nous ayons pu perdre des voix. Là, les deux causes essentielles sont :

1. L'argument de la « division » ;

2. La position soudaine du P. C. et de la C. G. T., à trois jours des élections, sur le déblocage des salaires.

b) L'argument de la division est un succédané de la calomnie. Ceux qui nous considèrent comme des diviseurs de la classe ouvrière n'ont évidemment

pas voté pour nous, ni eu envie de le faire. Mais ceux qui attirèrent notre parti et notre programme ont été stoppés devant l'urne par la crainte d'enlever des voix aux grands partis ouvriers menacés par la poussée des partis bourgeois, sans avoir en contre-partie la certitude de se voir représenter par nous au Parlement. Et cette crainte n'a pas été seulement pour nous un manque à gagner, mais une perte sèche, comme dans le premier secteur, à Paris, où trois mille cinq cents électeurs qui avaient manifesté leur accord en octobre dernier, littéralement effrayés cette fois-ci (quelques anecdotes le prouvent abondamment) à l'idée que le P. S. et le P. C. pourraient perdre du terrain parlementaire, ont reporté leurs voix sur le P. C. Nous verrons tout à l'heure les conclusions politiques et tactiques que nous devons en tirer. Signalons tout de suite que la calomnie « dé-générée » (« Vous divisez... électoralement ») rejoint ici et spéculé sur les illusions parlementaires, soigneusement entretenues dans les masses, et les difficultés de compréhension à l'égard de notre programme politique, malgré l'attirance exercée par notre programme revendicatif.

c) La décision subite de la C. G. T., inspirée et appuyée par le P. C., de demander le déblocage des salaires et leur revalorisation a aussi joué contre nous électoralement, car l'un des points les plus séduisants de notre programme pour les travailleurs était notre action en faveur du déblocage des salaires et de l'échelle mobile. Mais, ici encore, il a suffi que le P. C. prenne une attitude tant soit peu combattive, sous la pression du mécontentement populaire et par crainte du grandissement de notre influence, en même temps que pour contrebalancer le « succès » de Blum aux U. S. A., pour qu'aussitôt la classe ouvrière se resserre autour de lui et lui redonne toute sa confiance. Signalons en passant que l'attitude nouvelle du P. C. à l'endroit des revendications nous impose pour tâche immédiate d'informer la classe ouvrière des éventualités à prévoir et de la situation difficile dans laquelle le P. C. F. s'est mis : il sera impossible pour lui de continuer à la fois sa politique tripartite et d'agir pour tenir ses promesses électorales. Nous ne devons pas perdre cette occasion remarquable de rendre claire à la classe ouvrière la connexion entre l'action revendicative et la lutte politique, et la trahison envers la première impliquée dans la collaboration gouvernementale. Ou le P. C. F. sera prisonnier de celle-ci, et il devra abandonner tout ou partie de ses promesses (car la bourgeoisie, tout en acceptant l'idée d'une « revalorisation », n'acceptera pas les 25 % d'augmentation, si insuffisants soient-ils) ; ou bien il sera prisonnier de ses promesses, mais alors il sera nécessairement rejeté dans l'opposition, ce qui paraît exclu pour l'étape à venir.

d) Notre insuccès est dû aussi dialectiquement à notre faiblesse numérique et à notre peu d'enracinement dans les masses. Les élections nous

permettent de gonfler plus ou moins artificiellement notre influence par la publicité qui nous est faite. Mais cette publicité ne peut que poser des jalons pour le futur. Nous aurions dû nous renforcer dans les usines entre les deux élections et prouver ainsi à nos électeurs d'octobre 1945 que leur confiance avait été bien placée. Il n'en a rien été et nous apparaissions ainsi aux élections, dans la plupart des cas, comme un corps étranger à la classe ouvrière, malgré l'attrait de notre programme. Les ouvriers avancés nous accordent la sincérité, le courage et la justesse générale de nos vues ; mais ils craignent l'« aventure » avec nous, car ils ne voient pas dans leurs usines nos camarades défendre nos positions, et notre programme arrive toujours pour eux « du dehors ». Aussi le problème du recrutement est-il pour nous désormais le problème n° 1 : une question de vie ou de mort.

C. Les leçons politiques et tactiques des élections.

1. Les illusions parlementaires.

La première grande leçon à tirer, c'est l'extraordinaire vivacité des illusions parlementaires dans les masses, leur renforcement même par rapport à l'avant-guerre, signalé depuis longtemps par certains camarades. Et ce renforcement est l'œuvre essentiellement du P. C., dont l'influence formidablement accrue, par rapport à la période d'avant guerre, est la traduction d'un mécontentement grandissant des masses, lequel se résout, au contraire, sur le terrain politique, par un niveau de conscience plus bas. Cette constatation ne peut que vérifier l'affirmation grandissant entre le niveau des revendications économiques et celui des revendications politiques (nous reviendrons, par exemple, sur le peu d'écho du mot d'ordre « Gouvernement P. S.-P.C. - C.G.T. »). Et ce fossé qui se creuse est l'aspect négatif du renforcement du P. C. qui, encore une fois, mesure un mécontentement croissant, et la volonté de « changer ». Le fossé ne peut être comblé que par les explications et l'action du parti révolutionnaire, dans une lutte où nous devons employer, comme instrument de progression, le soutien des revendications les plus élémentaires et les plus immédiates. Si nous allons au-devant de luttes revendicatives et de grèves — ce qui est probable — les ouvriers n'en continueront pas moins à situer le combat politique au niveau parlementaire, jusqu'à ce que notre influence soit suffisamment large pour briser ce cadre. Les quelques milliers d'ouvriers qui, ayant voté pour nous en octobre 1945, ne l'ont pas fait en juin 1946 ont prouvé par là que, malgré l'attrait de notre programme revendicatif, notre démonstration sur le thème « Le véritable terrain de lutte n'est pas le terrain parlementaire » — cette démonstration n'a pas pesé bien lourd, face à leurs illusions et au danger qui menaçait électoralement les grands partis ouvriers. De cela, des camarades impénitents tirent naïvement la conclusion que ce

résultat est dû à ce que nous sommes allés dans le sens des illusions, à ce que nous avons contribué à les renforcer, à notre délimitation trop peu énergique du P.C.F., etc. C'est l'argumentation gauchiste typique, qui a consisté de tout temps à ne pas comprendre qu'on ne peut guère sauver un homme qui se noie sans aller dans l'eau avec lui et sans nager aussi longtemps qu'il le faut pour le rejoindre. Pour nous, nous nous voyons contraints, quelque dépit qu'on en ait, de tirer la conclusion inverse. Il suffit d'ailleurs de se renseigner auprès des chiffres : en octobre 1945, nous avions déjà parmi nos votants des gens qui n'étaient pas d'accord avec le caractère « opportuniste » de notre politique, sur l'U. R. S. S. ou le gouvernement P. S., P. C., C. G. T. ; mais, à coup sûr, ce ne sont pas ceux-là qui sont allés donner leurs voix au P. C. F. en juin 1946. Nos défections sont constituées par des camarades qui ont été stoppés devant l'urne par la certitude que le sort de la classe ouvrière ne peut se jouer qu'au Parlement.

Et cette constatation doit inspirer notre tactique : nous devons jouer le jeu électoral le plus sérieusement du monde, et le plus largement possible, car nous sommes les seuls à pouvoir faire faire à la classe ouvrière l'expérience décisive du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise. Non seulement nous devons préparer dès maintenant, soigneusement, les prochaines élections et y élargir notre champ d'action, mais encore il faut que nous jouions le jeu jusqu'au bout, que nous nous intéressions beaucoup plus que par le passé à la vie de la Constituante et que nous contrions, sur ce terrain même que nous n'avons pas choisi, comment la politique du P. S. et du P. C. les conduit à la défaite. Si la partie se joue dans un marais, il n'y a qu'un moyen de la gagner : c'est d'être dans le marais aussi. Et aller dans le marais cela ne veut pas dire seulement présenter des candidats, cela veut dire encore : donner des explications au niveau des masses, donner des explications parlementaires. Si l'on veut être sérieux, on doit reconnaître que notre stagnation organisationnelle dans les sept mois écoulés a comme cause essentielle notre incompréhension du niveau politique de la lutte. Nous traiterons dans un autre article du mot d'ordre gouvernement P.S., P.C., C.G.T., mais disons tout de suite que si l'on accepte ce qui précède, ce mot d'ordre doit être retiré immédiatement de notre programme d'agitation sans que nous cessions d'expliquer pour cela dans notre propagande notre conception du gouvernement ouvrier-paysan. La formule « gouvernement P.S., P.C., C.G.T. » est depuis le 2 juin sans valeur aux yeux des ouvriers.

« Rupture de la coalition pour faire aboutir les revendications ouvrières » tel doit être notre mot d'ordre central.

2) Le bas niveau politique des masses.

En liaison avec ce qui précède nous devons reconnaître que notre journal,

notre matériel d'agitation et de propagande (dans la mesure où il existe) et notre vocabulaire même ne sont pas adaptés aux possibilités de compréhension des travailleurs. Or nous sommes actuellement les seuls éducateurs possibles de la classe ouvrière. Sans tarder, nous devons atteler quelques camarades à la tâche urgente de rédaction de brochures extrêmement simples qui traiteront des leviers actuels capables de faire progresser les masses : salaires, production, ravitaillement, mais ceci ne sera évidemment rémunérateur que dans le cadre d'une politique générale adaptée à la situation présente.

3) L'importance énorme du travail syndical.

Ce sont nos mots d'ordre économiques qui « accrochent » la classe ouvrière : déblocage, révalorisation et échelle mobile des salaires, plan et contrôle ouvrier de la production, contrôle populaire du ravitaillement. C'est là-dessus à l'étape présente que nous devons miser pour la progression du Parti et du mouvement révolutionnaire. Il n'est pas du tout certain que nos 45.000 électeurs soient d'accord avec la totalité de notre programme : peut-être ce chiffre représente-t-il plus que l'influence réelle du Parti. Par contre nous sommes certains que l'influence de notre programme revendicatif déborde de beaucoup notre petite masse élec-

torale. Les résultats de la Marne, sont typiques à cet égard : l'influence du parti y est très faible, mais l'opposition syndicale y est par contre redoutable (un de nos camarades y tient une place de premier plan) et nous a rapporté plus de 2 % des voix. Nous devons donc porter l'essentiel de nos forces sur le terrain syndical, impulser vigoureusement la minorité révolutionnaire de la C.G.T., sans y avoir une politique étreinte de recrutement à la petite semaine ; seul le développement puissant de la tendance « Front Ouvrier » pourra créer dans les masses l'atmosphère propice au développement du P.C.I.

5) Unité d'action de la classe ouvrière.

Notre agitation en faveur de la rupture de la coalition doit avoir comme corollaire une propagande inlassable pour l'unité d'action de la classe ouvrière. Le P.C.I. ne doit pas faire porter ses propositions d'unité sur des thèmes généraux et théoriques, mais il doit saisir chaque occasion tactique, quelque rudimentaire qu'en soit la forme. Les propositions de front unique au P.S. et au P.C. ne doivent plus être un thème littéraire pour l'éditorial du journal, mais elles doivent venir d'aussi bas que possible — dans le cadre d'un plan d'ensemble — et se résoudre d'abord dans l'action pour être exploitées ensuite politiquement.

6) La lutte contre la calomnie.

Le P.C.F. utilise encore victorieusement contre nous l'arme de la calomnie. Nos efforts doivent tendre à nous débarrasser de cette gangue qui entrave aussi considérablement notre progression. Il ne s'agit plus exclusivement de laver tel ou tel camarade d'une accusation ignoble, mais il s'agit maintenant d'organiser nous-mêmes le procès du P.C.I. Nous devons faire une large campagne autour des calomnies qui nous sont adressées et des réponses qui y sont faites non seulement par nous, mais encore par d'autres tendances du mouvement ouvrier, par des personnalités politiques, des intellectuels, etc. ... Peut-être devons-nous donner comme axe à cette campagne la constitution d'un tribunal ouvrier chargé d'enquêter sur l'activité passée et présente de notre parti. Nous devons démonter pièce à pièce les machinations staliniennes avec persévérance et avec énergie. Une telle campagne contribuera puissamment, si elle s'accompagne d'une propagande intelligente et pratique pour l'unité d'action de la classe ouvrière, à régénérer le mouvement ouvrier souillé et démoralisé par la criminelle malhonnêteté des méthodes staliniennes. Et une telle attitude ne peut que favoriser notre travail en direction des militants du P.S. et du P.C.

DEMAZIERE.
7 juin 1946.

IL N'EST PIRE SOURD QUE CELUI QUI NE VEUT ENTENDRE

par FRANCIS

Les élections du 2 juin confirment les résultats du 5 mai.

Des camarades comme Pierre Frank ou Bleibtreu croyaient qu'un bon nombre de travailleurs auraient voté non. En fait la majorité du referendum se retrouve au 2 juin sur les partis bourgeois, ce qui confirme du reste que ce referendum a bien été, sur le plan électoral la confrontation des partis ouvriers et bourgeois.

Par rapport à octobre 1945, les partis ouvriers ne perdent que 150.000 voix. Toutefois : a) en fonction de la proportion plus forte des votants, leur perte réelle s'éleva environ à 800.000 voix ; b) ces différences entraînent la perte de la majorité ouvrière au parlement ; c) les partis bourgeois se sont renforcés : non seulement ils ont gagné 900.000 voix, mais ils ont désormais l'initiative. Ils se sont regroupés, affirmés, et s'approprient à reprendre les rênes du pouvoir.

Nous assistons donc à un nouveau recul politique des grands partis de la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie : après avoir ramené la classe ouvrière dans les cadres de l'état

bourgeois, ces partis se font battre par la bourgeoisie sur son terrain.

Ajoutons que — comme le constate la déclaration du B.P. — la classe ouvrière continue à les suivre malgré leurs trahisons et que les illusions démocratiques et parlementaires sont en son sein plus persistantes qu'on ne pouvait le soupçonner le 21 octobre 1945.

La radicalisation des masses.

Aussi invraisemblable que ce soit, il se trouve encore certains camarades comme Frank pour refuser d'ouvrir les yeux et parler (dans un projet de résolution au B.P.) de la radicalisation des masses qui se poursuit.

Aucun effort chez ces camarades pour tenter de rectifier leurs pronostics sur le referendum — qui s'avèrent radicalement faux. Ils donnent comme un signe de radicalisation la baisse des voix ouvrières du P.C.F. Le camarade Frank donne l'exemple de la région parisienne ; le P.C. n'y a du reste perdu que 10.000 voix correspondant à l'apparition du P.C.I. dans deux nouveaux secteurs. Mais il oublie de dire que dans le seul secteur où le P.C.F. gagne des voix c'est aux dépens du P.C.I. qui perd 3.500 voix. Il oublie de dire que le

P.C.I. qui, pour maintenir ses positions d'octobre 1945, aurait dû recueillir plus de 25.000 voix, n'en recueille que 15.300 soit un écart de 40 % en moins, comme pour le premier secteur. Est-ce là un signe de radicalisation ?

Cet exemple est typique. Quand les événements ne donnent pas raison aux thèses du camarade Frank, plutôt que de modifier ses thèses il préfère mutiler les événements pour les coucher dans le lit de Procuste de sa définition. Comme les staliniens de 1930 qui nous apportaient chaque jour des preuves de la « radicalisation » et foudroyaient les « trotskystes contre-révolutionnaires » coupables de ne pas voir la révolution là où elle n'était pas.

Le premier devoir d'un révolutionnaire est d'ouvrir les yeux sur la réalité. Or les faits ont fait justice des bavardages du dernier congrès sur la « montée ». Ils ont montré que les camarades de la majorité d'alors ont pris leurs désirs pour des réalités. En France, comme en Allemagne, en Belgique, en Autriche, en Hollande, en Italie où les partis frères du M.R.P. ont remporté des succès plus sérieux qu'en France. Quant à la Grèce, dont on nous avait décrit la situation comme révolutionnaire, qui malheureusement pour

rait encore nourrir des illusions à ce sujet ? Encore une fois on demande à des dirigeants bolcheviks autre chose que de « l'optimisme révolutionnaire ». Ce sont de piètres dirigeants que ceux qui sont incapables de distinguer la lanterne rouge d'un train qui s'en va de la lanterne blanche d'un train qui monte.

Le brouillard artificiel.

Mais dira-t-on les appréciations de la majorité sont plus nuancées que celles de Frank. Effectivement. Par exemple à la notion claire (mais fautive) de « montée révolutionnaire » le congrès de janvier ajoutait cette « précision » digne de M. Prudhomme, que cette montée était « lente ». Ce qui n'avait plus aucun sens : Au lendemain de la crise générale du régime déterminé par la deuxième guerre mondiale et à mesure qu'on s'en éloignait, comment pouvait-on conclure qu'on assistait à une maturation des conditions révolutionnaires et que cette évolution était lente, très lente ?

Entendait-on par là que la situation générale n'offrait aucune issue définitive au capitalisme et qu'inévitablement on allait vers une nouvelle crise générale ? En ce cas c'était évident : quel membre du P.C.I. pouvait être en désaccord avec cette définition de l'époque impérialiste ? Mais en quoi cette vérité générale nous aide-t-elle pour définir la situation des années qui viennent ? En toute période de l'année on peut annoncer qu'on va vers les grandes chaleurs. Tôt ou tard c'est bien le diable si on ne voit pas venir l'été. Seulement celui qui compterait sur un tel météorologue « optimiste » pour déterminer sa conduite concrète, risquerait d'aller en caleçon de bain en janvier et en chapeau de paille pendant les pluies. Entendait-on par la « montée lente » qu'on assiste à un développement des conditions objectives subjectives de la révolution dans les années qui viennent ? Alors les événements se sont chargés de répondre.

Aussi plus personne ne peut reprendre les sottises sur la montée — sauf quelques camarades comme Frank, particulièrement illuminés par la grâce. Seulement qu'en tirent les camarades anciennement majoritaires ? Vont-ils réévaluer leur estimation de la situation et en tirer des conséquences stratégiques ? Pas du tout. On se contente de dérobades verbales, comme au dernier comité central. Maintenant la déclaration du B.P. du 5 juin, définit la situation comme « stagnante ». Qu'est-ce que cela signifie ? Assiste-t-on au piétinement d'une situation révolutionnaire comme, par exemple, on l'aurait vu en octobre 1917 si le parti bolchevik avait manqué de l'audace nécessaire pour prendre le pouvoir ? En réalité cela ne pouvait durer que quelques semaines, tout au plus quelques mois : en période révolutionnaire une situation se transforme presque immédiatement en période de reflux. Est-ce de cela qu'il s'agit ? Nullement, le camarade Marcoux parle au B.P. d'une pé-

riode de quinze ans... (mazette !) et le B.P. déclare qu'il s'agit d'une période « très longue ». Alors ? A'ors il faut dire nettement que si nous sommes actuellement dans une période de « stagnation », c'est-à-dire d'équilibre relatif politique et social, c'est parce que la crise révolutionnaire ouverte par la guerre est virtuellement terminée. Encore une fois, faire cette constatation ne signifie nullement qu'on croit à la stabilité du régime. Le capitalisme n'a « co'maté » la crise de la guerre qu'en accumulant de nouvelles contradictions. Il a dû laisser se renforcer la bureaucratie soviétique. Il a dû abandonner des positions importantes aux mains des bureaucraties ouvrières. Donc les luttes futures se feront pour de nouveaux rapports de forces plus favorables à la classe ouvrière. Mais pour le moment nous entrons dans une période relativement longue de « stabilisation » capitaliste.

M. R. P. et P. R. L.

La majorité du B.P. souligne que les élections sont caractérisées par un « léger recul » du P.R.L. Ce n'est à vrai dire qu'une demi-vérité. A la dernière minute le P.R.L. a retiré trente de ses listes devant le M.R.P., ce qui montre la discipline croissante des partis bourgeois. Ce qui est vrai, c'est que le P.R.L. n'a pas obtenu le succès escompté par un peu tout le monde. Est-ce à dire que l'offensive décidée de la bourgeoisie est une « illusion » répandue par les chefs ouvriers ? Est-ce à dire que pour la grande bourgeoisie il ne put être question à l'heure présente d'une offensive menée avec l'aide des classes moyennes contre le prolétariat ? Qui peut écrire une ânerie pareille ? Passe encore si c'est un social-démocrate qui veut expliquer que la « réaction » est battue — comme « Le Progrès Social » de Seine-et-Oise qui écrit : « La caractéristique principale des dernières élections aura donc été un renforcement de la République (!) et la liquidation (!) des derniers vestiges (?) du fascisme ». Mais le bureau politique du P.C.I. ! Comme si les B.L. ignoraient que la bourgeoisie peut mener « son offensive contre la classe ouvrière », et même une offensive « décidée menée avec l'aide des classes moyennes contre le prolétariat », non seulement par le moyen des bandes fascistes mais également par de tout autres moyens. Le fascisme n'est pas l'arme unique de la bourgeoisie, ni même son arme préférée. Nous l'avons expliqué patiemment aux staliniens de 1930 à 1933. Nous leur avons même expliqué qu'elle ne se résignait à y avoir recours qu'aux moments suprêmes de crise après avoir épuisé toutes les autres ressources.

Le renforcement des organisations fascistes est un signe de la réorganisation de l'aile ultra-réactionnaire de la bourgeoisie. Mais que la bourgeoisie n'ait pas encore aujourd'hui recours au fascisme, qu'elle fasse confiance à son aile modérée et conciliatrice, cela indique seulement que nous ne sommes

pas dans une période de crise sociale généralisée qui va en s'exacerbant.

Les luttes économiques.

Est-ce à dire que nous n'allons pas au-devant de crises sociales ? Au contraire. Nous allons vers des crises sociales très violentes, précisément parce que nous sommes dans une phase de stabilisation relative. Cela a l'air d'un paradoxe. Mais c'est en réalité une vérité élémentaire que l'opposition de gauche rabâchait dans l'Internationale communiste, au moment où les staliniens ayant inventé la « 3^e période » ou crise finale décisive du régime, donnaient chaque grève économique comme signe de la « radicalisation des masses ». Trotsky expliquait patiemment que les grèves économiques ne se déclenchent que précisément en dehors des crises économiques : lorsque la production est en progrès, lorsqu'il n'y a pas ou peu de chômeurs, lorsqu'il n'existe pas de stocks. C'est alors que les ouvriers se sentent forts.

Telle est précisément la situation, en fonction de la lente reprise économique actuelle. La combativité ouvrière est en train de croître avec le volume de la production et en fonction directe de la relative prospérité de l'industrie.

D'autre part, aussi paradoxal que cela paraisse, le recul sur le plan politique se traduit par de nouvelles possibilités de luttes revendicatives. En effet, pour conserver ses positions gouvernementales le P.C.F. est amené à faire jouer le chantage à l'action des masses. C'est ce qui s'est déjà produit — avant même les élections — avec le tournant revendicatif de la C.G.T.. Le P.C.F. ne s'est engagé dans cette voie qu'à contre-cœur et au dernier moment. Il est probable qu'il jouera à l'apprenti sorcier et que les masses refuseront de rentrer sagement dans leur lit dès qu'il aura obtenu satisfaction de ses alliés et rivaux. Notre parti a là, devant lui, des possibilités énormes pour se lier aux masses.

Le programme.

Mais pour cela, il faut que le P.C.I. sache adapter son programme de transition, qu'il évite le double écueil du trade-unionisme et de l'ultra-gauchisme.

a) **Le gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. :** Oui ou non ce mot d'ordre reste-t-il actuel ? Nous disons nettement : Non. La déclaration du B.P. est on ne peut plus confuse sur ce point. Elle écrivait semble-t-il : « La perte de la majorité parlementaire n'entraîne pas l'impossibilité pour les masses laborieuses d'imposer à travers leur lutte contre le régime un tel gouvernement ». Mais le typo a écrit : « La perte de la majorité parlementaire n'entraîne pas la possibilité... » Nous comprenons le typo. Il a relu la déclaration : « ce faible pourcentage pour le parti révolutionnaire est la conséquence des illusions parlementaires bien plus persistantes qu'on ne pouvait le soupçonner le 21 octobre 1945 ». Il s'est dit : « Il n'est pas possible que le B.P. du P.C.I. mette en

avant dans une colonne voisine comme un mot d'ordre d'agitation : « gouvernement extra-parlementaire P.S.-P.C.-C.G.T. ». Un tel mot d'ordre se comprendrait parfaitement en période de montée révolutionnaire où les masses auraient déjà fait leur expérience du parlement. Mais le B.P. explique qu'une telle expérience n'est nullement faite, que les illusions parlementaires sont plus fortes que jamais — comme il est normal en période de recul. Alors ? visiblement, a pensé le typo, c'est une erreur de frappe.

Malheureusement le typo n'est pas le B.P. Il nous faut demander au B.P. d'abandonner ce mot d'ordre sous sa forme d'agitation, parce qu'il ne peut plus avoir d'échos suffisants dans le nouveau rapport de forces. Cela ne signifie nullement que nous ne devons pas reprendre patiemment notre propagande pour le gouvernement ouvrier et paysan, expliquer la vanité des illusions parlementaires, la nécessité du pouvoir des comités. Il faudra également utiliser toutes les preuves données à la Constituante de la possibilité d'un gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. appuyé par exemple parlementairement sur les représentants des peuples coloniaux, en même temps que dans le pays sur la C.G.T. et les grandes organisations des travailleurs.

b) Les mots d'ordres économiques.

Ils restent évidemment essentiels. Mais il ne faut pas les limiter à des mots d'ordre revendicatifs, comme le fait trop souvent « La Vérité ». Nous ne sommes pas un syndicat et même un syndicat ne saurait se borner à réclamer 42 fr. 25 de l'heure. Il faut lier ces mots d'ordre à nos mots d'ordre sur la production, le plan de la C.G.T., le contrôle des bénéfices et des prix, le contrôle de la gestion, l'élargissement du pouvoir des délégués ouvriers, les comités populaires du ravitaillement, l'expropriation des industries clefs... etc.

Il ne faut pas que notre parti limite son programme aux problèmes revendicatifs et même au programme économique. Il faut reprendre et développer les mots d'ordre démocratiques, sur la réforme de l'administration, problèmes constitutionnels, la défense des jeunes, des femmes, des coloniaux, la démocratie à l'armée, etc. Il faut reprendre et actualiser le programme d'action rédigé essentiellement par Trotsky en 1934 pour le parti français. Il faut particulièrement mettre en valeur les mots d'ordre anticléricaux que nous sommes seuls à pouvoir défendre et qui revêtent une grande importance à l'époque du tripartisme axé sur le M.R.P., pour la nationalisation de l'enseignement, pour l'arrêt des subventions massives aux organismes confessionnels de la jeunesse, etc.).

Le front unique.

Les élections rappellent à ceux qui avaient tendance à l'oublier que le P.C.F. est encore le grand parti que les ouvriers reconnaissent comme le leur et les bourgeois comme leur ennemi essentiel. Il n'a aucune tendance à « assimiler, comme tel, à la bourgeoisie

nationale, contrairement à ce qu'affirmaient au dernier congrès le camarad Bleibtreu ; il forme un corps étranger même lorsqu'il fait les pires compromis avec la bourgeoisie. La raison en est à sa base historique d'appui : la bureaucratie soviétique qui est aussi inassimilable à la bourgeoisie mondiale qu'au prolétariat mondial. Par là on voit que le P.C.F. est à la fois notre ennemi principal (par son empire sur la classe ouvrière) et notre seul allié possible. Il faut donc coûte que coûte que nous trouvions la voie du front unique avec lui. Cela exige qu'on en finisse avec l'antistalinisme systématique qui fait apparaître notre parti comme essentiellement axé sur l'opposition au P.C.F. Notre parti doit être axé essentiellement contre l'ennemi de classe et c'est au travers de cette lutte que nous devons nous délimiter du stalinisme.

Cela exige qu'on ne considère pas le front unique comme une manœuvre ayant pour but de démasquer les partis réformistes et staliniens (la vieille tactique stalinienne de la « volaille à plumer » qui, de plus, devient grotesque avec nos rapports de forces) mais comme un moyen de renforcer le front de classe des travailleurs et par là notre Parti.

Cela exige encore qu'on ne considère pas le front unique comme un procédé littéraire. Telles étaient les propositions de front unique lancées jadis par Frank... pour la défense de l'U.R.S.S. Propositions vaines puisqu'elles ne pouvaient se traduire sérieusement par aucune action commune. Propositions grotesques étant donné la disproportion entre l'objectif et nos rapports de forces. Mais ce qui est plus grave encore, ces propositions ont été faites à l'insu du C.C. et même du B.P., ce qui montre que leur auteur ne leur accordait qu'une valeur littéraire. Il faut cesser de ridiculiser ainsi notre politique de front unique. Il faut la reprendre sur des objectifs limités, réels, soigneusement étudiés (lutttes contre les fascistes, luttes revendicatives, Front laïque de la jeunesse), vérifiés par des applications concrètes locales avant d'être préconisés sur le plan national.

La lutte pour le front unique exige par contre qu'on se débarrasse une fois pour toutes de l'hypothèque des calomnies. Il faut attaquer sur toute la ligne, faire condamner tous les calomnieux par les tribunaux, faire à ces condamnations la publicité nécessaire, mobiliser le plus largement possible contre ces calomnies l'opinion ouvrière et même démocratique.

La formation du parti.

Les élections nous donnent encore un autre enseignement précieux. Nous avons certes pour la première fois réussi à se faire prononcer 45.000 travailleurs sur nos listes. C'est là un bel effort de notre parti qui se traduit par une campagne de 300 réunions, presque un succès inespéré de notre liste de souscriptions, l'intérêt marqué de nombreux travailleurs pour nos idées.

Mais nous avons constaté en même temps un phénomène curieux. Alors que la situation nous était plus favorable que jamais, que les partis ouvriers avaient fait leurs preuves de manière éclatante en gouvernant avec le M.R.P. ; alors que nous disposions cette fois d'une « Vérité » légale hebdomadaire d'une valeur incomparablement supérieure et que la presse, pour la première fois, était contrainte de nous prendre au sérieux ; alors même que notre campagne était beaucoup plus chaude que celle de l'an dernier, loin de progresser, nous avons dans le meilleur des cas stagné (pourcentage moyen : 1,5 %) et même fortement régressé à Paris. En effet, pour maintenir nos positions, il nous fallait 25.000 voix au moins dans les trois secteurs : nous en avons 13.500, soit approximativement le même pourcentage que dans le premier secteur, soit 40 %.

Pourquoi ? Le B.P. explique avec raison : les illusions parlementaires croissantes, la calomnie (qui du reste existait aussi en octobre 1945) la crainte de ne pas « diviser » les voix ouvrières. Autant de signes qui démentent la soi-disant radicalisation des masses. Mais nous retiendrons surtout que « ces mêmes travailleurs (qui se détournent du P.C.F. sans retourner au P.S.) ne se tournent que dans une faible minorité vers le P.C.I. ».

Ajoutons au contraire que dès qu'ils sentent le P.C.F. menacé, ils se serrent autour de lui, quitte à renoncer à se prononcer sur la liste « sans espoir » du P.C.I. C'est ce qui s'est passé à Paris. C'est même ce qui s'est passé en Isère où nous gagnons 1.000 voix. Ces 1.000 voix sont visiblement gagnées au détriment de la liste hétérogène mais très à gauche de Farge, qui ne se représentait pas. Or les électeurs de Farge, seulement 5 % ont voté P.C.I. pendant que 38 % votaient radical, 7 % socialiste et 50 % P.C.F. Il s'agissait pourtant d'électeurs qui en octobre avaient voté « indépendant ».

Une conclusion s'impose : comme jadis l'avancé au dernier congrès, l'expérience des masses ne passe que dans une proportion infime par le P.C.I. Elle se poursuit essentiellement dans le cadre ou dans le sillage des grands partis ouvriers.

Est-ce à dire qu'il n'y a pas de place aujourd'hui pour une organisation indépendante du P.C.I. ? Pas du tout. Le P.C.I. est loin d'avoir fait le plein de ses sympathies directes. Il peut organiser plusieurs milliers de travailleurs. Il est dès maintenant, par son programme et son rayonnement, un facteur non négligeable de la vie politique française. Son existence indépendante est nécessaire à l'orientation des larges masses qui suivent le P.S. et le P.C.F.

Seulement l'expérience montre qu'il n'y aura pas de parti révolutionnaire de masses par simple renforcement numérique du P.C.I. Puisque les masses font leur expérience essentiellement dans le cadre des anciens partis, il n'y aura un parti révolutionnaire de masses que lorsqu'il y aura rupture essentielle au sein de ces partis. Une tâche

essentielle du parti est donc de favoriser et de cristalliser le développement des forces révolutionnaires au sein des grands partis.

Précisément le recul parlementaire du P.S. crée des conditions extrêmement favorables pour l'accentuation de la crise dans ce parti qui est le point faible du bloc réformiste. On va voir se développer deux courants contradictoires : l'un qui cherchera à s'adapter par des concessions de plus en plus grandes à la bourgeoisie et à se regrouper à droite, par exemple à travers un parti travailliste avec l'U.D.S.R. ou d'autres formations semblables — l'autre qui réagira et cherchera confusément la voie des luttes de classes.

Une tâche capitale du Parti est, par une critique sérieuse et fraternelle, par une unité d'action systématique, d'aider ce courant à se déterminer, à se cristalliser, à se développer, à se délimiter et à trouver la voie révolutionnaire : opposition à la collaboration avec le M.R.P. et les partis bourgeois, rupture de toute alliance bourgeoise, développement du front unique avec le P.C.F. et le P.C.I., programme ouvrier internationaliste — attitude propagandiste contre le crétinisme parlementaire, défense de la laïcité.

Le Parti comprendra-t-il la nécessité d'aider effectivement le développement d'un tel courant ? C'est une question vitale pour la construction d'un parti révolutionnaire de masses.

Un parti lié aux masses.

Cette perspective ne diminue en aucune manière l'importance du Parti comme tel. Elle n'est possible au contraire que si le P.C.I. lui-même devient un « sérieux pôle d'attraction », largement ouvert et en même temps discipliné et sélectionné. C'est encore un des enseignements les plus précieux de la campagne. Nous avons vu dans nos réunions une atmosphère nouvelle : des auditoires prolétariens attentifs et qui nous approuvaient pleinement ; des militants ouvriers qui venaient à la tribune dire leur accord avec le Parti. Tel ce vieux militant ouvrier du XI^e qui a fait à la tribune une remarquable intervention, bien plus directe et prenante que celle des orateurs du Parti.

Voilà un responsable de cellule ou de rayon tel qu'il nous en faut. Malheureusement nos camarades n'ont nulle part organisé systématiquement la liaison avec ces centaines de sympathisants que nous ont révélés nos réunions. La plupart du temps ceux-là sont même partis sans être accrochés par le Parti.

Il faut une campagne systématique pour les organiser. Certains camarades suggèrent un « plan de recrutement » orienté d'abord sur les usines, sous prétexte que c'est plus important. Comme un paysan qui sèmerait dans un champ et déciderait de récolter dans un autre parce qu'il est plus fertile. Il faut récolter où nous avons semé. Nous avons semé dans les localités. C'est là qu'il faut organiser l'action et le recrutement. Il faut s'accrocher aux quartiers, avoir des cellules non de « Paris-Est » ou quelque chose de semblable, mais du quartier de Belleville, ou d'une maison ouvrière. Là, seulement, nous pourrions tirer parti de nos efforts.

Il faut largement ouvrir les portes du parti. Mais cela ne signifie pas noyer le parti dans une masse amorphe de sympathisants. Aussi ma cellule propose-t-elle de former autour de nous des « comités de défense de « La Vérité », avec cartes, timbres, réunions espacées de caractère surtout politique. Ces comités organiseraient nos sympathisants, formeraient un réseau de vente, d'abonnés, de souscripteurs et de défenseurs pour « La Vérité ». Ils seraient une réserve de militants du Parti. Rappeons-nous le rôle des organisations semblables autour du P.C.F. et hier du P. C.

Prenons par exemple ma cellule, dans une localité de 5.000 habitants. La cellule ne compte plus que 15 membres, une demi-douzaine de ses membres l'ayant quitté (mobilisation, déménagements, etc...). Elle doit recruter dans les semaines qui viennent 6 ou 7 nouveaux militants. Mais en même temps elle peut organiser un comité de défense de 35 à 40 membres, ce qui signifie un accrochage sérieux dans la localité (surtout si l'on sait que le Parti compte de nombreuses sympathies dans le P.S., dans le P.C.F. y compris le secrétaire des cellules, et dans la C.G.T. — y compris le secré-

taire du centre). Ce qui est vrai dans notre localité peut l'être ailleurs.

Mais il ne s'agit pas seulement de recruter des ouvriers. Il faut qu'ils restent dans le Parti. Or, présentement ils n'y resteraient pas. L'atmosphère du Parti reste trop encore une atmosphère de secte, avec son quartier général clandestin où la vie du Parti s'organise sans aucune liaison avec l'extérieur, tandis que dans un autre quartier, dans une soupenne, croupit une permanence ouverte sur l'extérieur, mais sans responsable, et sans animation.

C'est là une illustration de la vie du Parti, renfermé sur lui-même, penché vers son nombril, bureaucratique sans efficacité, ratiocineur sans vie politique. La vie d'un tel parti n'est pas respirable pour de larges couches ouvrières. Il faut ouvrir largement les fenêtres vers l'extérieur.

Ce que ce'a signifie ? Les progrès de « La Vérité » nous en montrent un exemple. « La Vérité » cessant d'être un bulletin intérieur pour initiés, c'est le premier effort du Parti pour cesser le monologue intérieur. Il faut continuer et généraliser cet effort.

Cela signifie aussi en finir politiquement avec le monologue intérieur, se tourner vers les luttes réelles des masses, accompagner les masses dans leurs expériences et leurs luttes réelles. Tel a été le sens de la lutte pour le Oui à l'intérieur du Parti. Dans le même esprit il était absurde de présenter dans « La Vérité » notre politique en opposition avec la C.G.T. lors du présent tournant. Nous devons marquer le coup. Nous devons, encore maintenant, non pas perdre notre temps à nous battre avec la C.G.T. sur le taux des augmentations (une telle lutte doit rester secondaire), mais au contraire apporter nos solutions pour que les augmentations ne soient pas ilusoires (échelle mobile, contrôle ouvrier, etc.) ouvrir la voie de l'action et en prendre la tête avec le sens des responsabilités, partout où c'est possible. Il y a dans le n° du 21 juin un sérieux progrès dans ce sens. Nous nous en félicitons. Mais il s'agit d'une attitude politique générale. Si le Parti n'apprend pas à réagir ainsi et dès le début, il ne trouvera jamais la voie des masses.

FRANCIS.

L'économie française après 20 mois de libération et ses perspectives

par GIRARD

Ce texte est une mise au point destinée à donner un aperçu des possibilités de redressement du capitalisme en France, et à détruire les idées erronées de pas mal de camarades sur ce point. Dans la revue IV^e Internationale, n° de février 1946, Nisart affirme qu'une période de 23 ans sera nécessaire pour rétablir le niveau de 1938. Cette même

idée est reprise dans la préface de la réédition de la brochure de Lénine, La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer.

Dans son rapport au c.c. le 31 mars 1946, Favre-Bleibtren tient un langage analogue (...le rééquipement de l'industrie française par ses propres moyens serait achevé en 1969...). Plus loin, il

dit ceci : « Les industries de base fonte, acier, produits sidérurgiques oscillent entre 35 % et 45 % de leur niveau d'avant guerre avec une progression insensible. »

C'est pour réfuter ces affirmations erronées et modifier les appréciations des camarades que nous avons jugé utile de faire cette mise au point.

Chiffres et statistiques.

L'économie française pendant cinq années de guerre a été non seulement paralysée mais encore durement touchée par, d'une part, les prélèvements et, d'autre part, les bombardements et les faits de guerre. D'après les chiffres officiels, il ressort que les dommages s'élèvent à 470 milliards. La capacité annuelle de reconstruction de l'économie étant évaluée approximativement à 20 milliards, il a paru clair à certains qu'il suffisait de faire une simple division : $470 : 20 = 23$ ans et demi pour déterminer le temps qu'il faut pour atteindre seulement le niveau de 1938. Pour un peu, on nous préciserait le jour et l'heure. Ce savant calcul serait peut-être satisfaisant en épicerie, mais certainement pas dans le cas qui nous intéresse.

Une telle interprétation de statistiques est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire. On doit se garder d'une conclusion trop hâtive et surtout étayer et vérifier son raisonnement et ses conclusions. Ce chiffre de 470 milliards correspond au déficit de notre économie depuis 1938, il comprend les prélèvements et destructions de bâtiments d'installations, de machines.

D'après les rapports fournis par des personnalités compétentes du monde économique, il ressort, sur des exemples pris dans des pays très fortement touchés (Sarre) que les destructions dues aux bombardements fournissent les chiffres suivants : pour une usine sinistrée à 85 %, de 10 à 20 % des machines-outils seulement sont hors de combat.

Que déduire de ce simple exemple ? Simplement que les 23 ans et demi soi-disant nécessaires au redressement de l'appareil de production national ne signifient rien ; c'est un chiffre vide de sens. Dans les 470 milliards de déficit, les pertes de machines-outils entrent pour une très faible place. L'équipement en machines-outils sera le problème principal, les bâtiments étant, soit refaits sommairement, soit non refaits.

Avant d'aborder le problème économique en France, il est utile de dresser un bref tableau de ce qu'est un appareil de production, pour bien fixer les idées et clarifier le problème, de façon à ce que celui-ci apparaisse dans ses grandes lignes générales. Chaque élément d'ordre conduit toujours à un bilan positif : le plan dans un texte est un de ces éléments d'ordre, et s'il alourdit le texte d'autant, par contre il simplifie grandement la difficulté de compréhension et la tâche du lecteur.

L'économie générale peut donc se schématiser dans ses grandes lignes de la façon suivante :

I. — Le matériel fixe : bâtiments, machines, distributions diverses d'énergie ; c'est le capital fixe.

II. — Les approvisionnements ou capitaux circulants : matières premières et énergie (électricité, charbon, fers et aciers, textiles, etc...).

III. — Transports et accessoires des moyens de communications : rail, route, installations portuaires, etc.

Ce rappel étant effectué, nous allons pouvoir passer à l'examen d'un certain nombre de ces problèmes, et nous serons plus à même de juger, pour chacun d'entre eux, de son poids propre dans l'économie.

Le relèvement d'une économie touchée par la guerre.

Evaluer le temps nécessaire à la reconstruction d'une économie touchée par la guerre ; faire le bilan des destructions, sont deux choses très difficiles à déterminer en raison du grand nombre de facteurs qui entrent en jeu.

Il y a en particulier le phénomène de la « répétition », c'est-à-dire le fait de l'existence passée d'une organisation matérielle quelconque : bâtiments, installations de distribution d'énergie, etc. Le relèvement est une répétition simplifiée, où l'on va plus sommairement au but sans passer par les mêmes erreurs d'édification, avec des plans existants, et l'expérience précédente accumulée au cours des travaux initiaux ; les moyens mécaniques et les possibilités techniques mis en œuvre bénéficient du progrès.

Les possibilités de réutilisation sont ensuite plus importantes qu'on ne se l'imagine à première vue (exemple de la Sarre).

Pour un rendement à peine inférieur, le prix de revient de la réédification sommaire des bâtiments industriels indispensables est bien moins élevé que celui des constructions primitives, ce qui permet le démarrage dans des conditions évidemment moins rationnelles de travail, mais amplement suffisantes.

Le relèvement de l'économie en régime capitaliste est infiniment plus lent et chaotique que l'impulsion qui lui serait donnée en régime socialiste par l'application d'un plan de production sous contrôle ouvrier ; cependant la courbe de relèvement de l'économie capitaliste en France est une courbe ascendante... évidemment, jusqu'à la prochaine crise...

L'examen objectif de la situation montre un relèvement très net de la production, comme nous allons pouvoir en juger. Il n'y a que le niveau de vie des

travailleurs qui, lui, baisse un peu plus chaque jour (1).

Vue générale sur l'économie française.

A partir d'un certain nombre de problèmes et par leur aspect général, nous pourrions dresser le bilan actuel du développement de l'appareil de production ainsi que l'allure générale de son évolution.

Electricité :

La production d'énergie électrique est nettement supérieure à celle de 1938. Elle atteint 1.800 millions de kwk. contre moins de 1.400 en 1938.

Charbon :

La production se maintient sensiblement dans les cadres de 1938. Depuis quelques mois, elle lui est supérieure.

Au passif de cette situation, il faut cependant inscrire la notable baisse de rendement par ouvrier au fond — environ 25 % — ce qui conduit à l'emploi d'un effectif fond bien plus considérable. Nous n'avons pas aujourd'hui à nous étendre sur les raisons de cet état de fait.

Si la situation du charbon est satisfaisante du point de vue de la production, il n'en est pas de même pour son importation. La courbe mensuelle d'importation, qui est en sensible amélioration depuis l'été 1945, a atteint, en janvier 1946, la moitié de celle d'avant guerre. Il y a un gros point noir à l'horizon capitaliste : les grèves américaines des charbonnages ; de plus, les envois de charbons allemands s'amenuisent, dont le coke métallurgique indispensable à notre sidérurgie. Le fuel-oil pourra servir d'appoint.

Fuel-oil :

Notre production s'est élevée à 71.500 tonnes en avril contre 43.600 tonnes en mars, soit pour les quatre premiers mois de 1946 : 211.000 tonnes contre zéro en 1945 et 384.000 en 1938.

Notre ressource totale (avec importations) est arrivée à 82,7 % de 1938.

Sidérurgie :

Ce problème est plus grave.

Voici les chiffres tels qu'ils se présentent dans les statistiques :

Fonte : 43 % de 1938 (pour mars) ;

Acier : 57 % ;

Produits finis : 57 %.

(Chiffres du Bulletin de l'Office professionnel du travail des métaux.)

(1) D'après l'Usine nouvelle du 16 mai 1946, l'augmentation moyenne, prise entre mars 1945 et mars 1946, sur les denrées essentielles suivantes : la viande (hausse : 40 p. 100), la charcuterie (104 p. 100), le fromage (80 p. 100), le beurre (50 p. 100), les pâtes (80 p. 100), le sucre (50 p. 100), le café (35 p. 100), la confiture (101 p. 100), le vin (76 p. 100), le chocolat (130 p. 100), est, pour l'ensemble, de 63 p. 100.

Mais l'allure de la courbe nous apporte, par contre, la valeur du redressement, qui est très positif.

Ainsi, le fer passe, entre février et mars, de 60 % à 63 % de 1938.

Fonite brute, acier brut, produits finis et laminés, etc., ont des courbes de production analogues, si bien qu'en première approximation, nous pouvons considérer le problème de la sidérurgie comme un tout dont les différentes parties se développent parallèlement.

La production est donc en nette progression. Celle-ci est particulièrement forte pour l'acier Martin, qui passe de 84.000 tonnes en février à 120.000 tonnes en mars. La production Martin est à 52 % de 1938 dans l'Est, 75 % dans le Nord, et 100 % dans les autres régions. Dans l'Est, en effet, les fours Martin utilisent du gaz de fours à coke ; leur marche est donc liée à celle des cokeries, c'est-à-dire tributaire des attributions de coke.

Si la production se tient encore nettement en dessous de celle d'avant guerre, faut cependant bien souligner l'allure très progressive de la remise en marche de la sidérurgie. Ainsi, en six mois, d'août 1945 à mars 1946, la production des produits finis et laminés est passée de 100.000 tonnes environ à plus de 200.000 tonnes mensuelles. (63 % de 1938.)

Le problème central des machines-outils.

Ce problème est plus complexe qu'il ne le paraît à première vue. Les grandes constructions de machines-outils reprennent lentement leur production — Cazeneuve, Somua, Huré, etc. — la demande de machines-outils courantes, fraiseuses, tours, est très grande ; pour le marché des machines spéciales, par contre, l'offre est largement suffisante.

Les prélèvements de machines allemandes. — La France disposait en 1945 d'un parc de 55.000 machines ; l'Allemagne, de près de 2 millions d'unités. Les alliés ont décidé de réduire ce parc à 450.000. La France doit recevoir 90.000 machines. Des missions françaises de l'industrie privée sont parties en Allemagne en mai 1946 afin d'inventorier le matériel susceptible d'être prélevé. Ce sont les chambres syndicales patronales qui ont désigné les techniciens nécessaires.

La vieillesse des machines françaises. — En France, les machines ont entre 27 et 30 ans d'âge en moyenne. En Amérique, par contre, en Angleterre, en Allemagne, les machines ont un âge moyen de beaucoup inférieur. Mais là encore, il ne faut pas s'arrêter en chemin, mais voir la solution qui lui a été donnée à ce problème, en particulier par les grands ateliers de réparations de matériel de la S.N.C.F., qui ont mis sur

pied une véritable organisation d'entretien des machines ; ce qui a conduit à l'examen périodique de chaque machine. Périodiquement, une visite est effectuée pour déterminer le travail de réparation et de remise en état à effectuer. En termes clairs, on n'attend pas que la machine tombe en ruines pour l'aider à se relever.

L'examen révèle les jeux excessifs, les pièces usées ou en état de vétusté. En cours de réparation, les bagues sont remplacées, le rabotage des glissières et des tables est effectué ainsi que le grattage des parties frottantes des glissières qui sont aussi parfois améliorées par chromage. Des essais sont effectués pour déterminer les aptitudes de la machine. Suivant les tolérances entre lesquelles travaille la machine, celle-ci est classée d'après les normes Salmon. On est ainsi en possession d'une machine dont l'âge initial ne signifie plus grand-chose. Le problème des machines-outils n'est donc pas trop sombre, quoique les fabricants demandent parfois des délais importants pouvant atteindre dix-huit mois.

L'exemple de l'industrie légère, section du travail des métaux.

Cet exemple est relatif au découpage-emboutissage, estampage-forge, boulonnerie, ressorts, outillage agricole, outillage à main, quincaillerie, coutellerie, fûts et tonnelets, boîtes et emballages, mobilier métallique, émailleries sur tôles, articles galvanisés et étamés, aluminium manufacturé, ferblanterie-tôlerie, chaînes métalliques, articles métalliques, revêtement des métaux.

Pour ces branches d'industrie, de janvier à mai 1945, la reprise a été plutôt lente ; ce n'est qu'en juin que la production a fait un brusque saut. Jusqu'en 1946, la montée a été plus régulière. A peu de chose près, c'est l'allure commune du développement de ces différentes branches. Pour plusieurs branches, telles que l'aluminium manufacturé, la quincaillerie, l'outillage à main, le chiffre d'affaires, ramené à sa valeur de 1939 (aux indices du 1^{er} septembre 1939), a atteint et même dépassé la moyenne mensuelle d'avant guerre (1938).

Le pouvoir d'achat des travailleurs de ces industries est très bas, analogue à celui des autres travailleurs, mais par contre les bénéfices des industriels sont forts appréciables, comme en témoignent les nombreuses augmentations de capital qui ont lieu. La reconstruction de l'appareil de production s'effectue sur le dos des masses, et ce, d'une façon anarchique, imposant de très lourds sacrifices qui sont les faux-frais de la tentative de replâtrage de l'économie capitaliste.

Quelles perspectives politiques doit-on déduire de ces bases économiques ?

Ce texte à allure de rapport est plutôt un bref tour d'horizon. Nous nous sommes efforcés, non de passer systématiquement en revue tous les aspects de l'économie jusque dans leurs moindres détails, mais d'examiner sommairement un certain nombre de points fondamentaux, de façon à obtenir l'allure générale du phénomène. Ces points cruciaux sont autant de coups de sonde dans l'appareil de production, tout comme en aérodynamique on est conduit à mesurer les pressions en un certain nombre de points particuliers pour déterminer ensuite la courbe générale des pressions.

S'il fallait classer ce rapport comme des billes de couleurs différentes, une blanche à gauche, une noire à droite, etc., on le classerait incontestablement dans le nombre des « optimistes ».

Mais ici comme ailleurs, la dialectique a son mot à dire. Si la production s'intensifie, les contradictions capitalistes aussi. Le niveau de vie des masses est toujours aussi bas et tend même à s'amenuiser toujours plus. Le pouvoir d'achat des travailleurs est trop faible pour leur permettre de satisfaire leurs besoins. La bourgeoisie ne peut pas, en effet, à la fois accroître ses profits et accorder un niveau de vie décent aux travailleurs ; car si le niveau de vie des masses est toujours très bas, la marge bénéficiaire du capital, par contre, s'accroît sans cesse. La grosse industrie et la haute finance, pas gênées du tout par la présence d'un gouvernement « ouvrier », accumulent des profits considérables. La petite industrie et l'industrie légère, moins « chanceuses », car moins puissantes, se contentent d'accumuler des profits plus modestes.

Si le capitalisme réussit tant bien que mal à remonter son appareil de production, ses contradictions classiques sont plus que jamais présentes. Non seulement il crée ses propres fossoyeurs les exploités, qui entrent en lutte pour améliorer leurs conditions de vie, mais il conserve encore intégralement son caractère anarchique avec pour moteur le profit. Incapable d'assurer un développement cohérent de la production, il vole vers de nouvelles crises, avec le chômage et la misère grandissantes pour les masses ; comme perspectives, une nouvelle guerre impérialiste, dont les prémisses sont les échos de la rivalité américano-russe. Seule, l'issue prolétarienne de la crise par le regroupement des exploités de tous les pays derrière l'internationale, le renversement du capitalisme chancelant et la constitution des états unis socialistes d'Europe et du monde repousseront à jamais la possibilité de nouvelles guerres et de nouveaux fascismes.

Mai, 1946.

GIRARD.

TEXTE DE DISCUSSION

par NORVAL et PERRIN

Celui qui ne cherche ni ne trouve pas la voie du mouvement des masses, celui-là n'est pas un combattant, mais un poids mort pour le parti.

Un programme n'est pas créé pour une rédaction, une salle de lecture ou club de discussion, mais pour l'action révolutionnaire de millions d'hommes. L'épuration des rangs de la IV^e Internationale du sectarisme et des sectaires incorrigibles est la plus importante condition des succès révolutionnaires.

Programme transitoire.

L'objet de ce texte a pour but d'ouvrir la discussion sur un problème crucial qui se pose à l'avant-garde et qui a subi un essai de résolution par la minorité du parti.

Il s'agit de la révision sur le plan tactique à effectuer pour construire le parti révolutionnaire. Les thèses de la minorité du comité central au II^e Congrès national du P.C.I. ont dégagé nettement trois lignes qui émergent de la situation actuelle :

1^o A chaque retard de la révolution, la classe ouvrière reprend la lutte à un niveau plus bas ;

2^o La bourgeoisie entraîne la classe ouvrière dans sa propre décadence qui, en déteignant sur le mouvement ouvrier, pose une foule de nouveaux problèmes au parti révolutionnaire. Ces problèmes doivent modifier notre tactique si nous voulons véritablement bâtir le parti révolutionnaire et non rester une académie littéraire ;

3^o Le parti est le facteur du renflouement de la conscience de classe du prolétariat.

Tout en étant complètement d'accord sur l'analyse faite par la minorité, nous constatons qu'elle ne s'avère guère heureuse à établir une position cohérente. Elle prône une révision sur le plan tactique qu'elle même n'effectue pas, tel un homme qui, passant près d'un étang, voit un noyé qui se débat et se contente de crier au secours sans penser à se jeter à l'eau pour l'en sortir.

Nous essaierons, dans ce texte, d'amorcer la discussion sur ce point, sans toutefois prétendre effectuer cette révision. Il est évident que de jeunes militants, sans grand bagage politique et sans expérience du mouvement ouvrier, ne peuvent accomplir une tâche d'élaboration politique de si grande envergure et ne peuvent viser qu'à ouvrir la discussion dans l'organisation et à mettre à nos cerveaux politiques le nez dans leurs lacunes.

Avant de passer aux propositions concrètes, nous croyons nécessaire, quoique la chose soit déjà faite par la minorité, de dénoncer le luxembourgeoisisme camouflé de la majorité. Et nous essaierons de mettre en relief que l'absence de propositions constructives à opposer aux sectaires mène le parti dans une voie de garage.

Le Luxembourgeoisisme camouflé de la majorité.

Dans la mesure où la majorité du parti se refuse à admettre que chaque retard de la révolution fait repartir les luttes de la classe ouvrière à un niveau plus bas, elle met un voile pudique sur la dépolitisation actuelle du prolétariat. D'où conception figée de la tactique du parti qui part du mimétisme russe et de la croyance qu'à force de répéter les principes essentiels de l'enseignement bolchevique et léniniste, le prolétariat aura une apparition et tout à coup viendra se ranger en masse (d'ailleurs nous sommes en pleine montée...) sous les plis de notre drapeau. Il n'est pas inutile de noter au passage que la majorité ne peut théoriser l'emploi des mots d'ordre démocratiques comme levier dans la lutte révolutionnaire ni la réexpérience à faire faire de la démocratie bourgeoise au prolétariat ; en effet, il faudrait constater l'attachement profond (qu'avant guerre on croyait périmé) des masses aux libertés démocratiques, conséquence du phénomène fasciste qui, on ne peut le nier, est une forme du retard de la révolution.

Il est évident que lorsqu'on nie l'influence de la décadence de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, on ne comprend pas la nécessité d'en finir avec le fatras phraséologique passé et d'adopter une tactique qui parte du niveau réel de la classe ouvrière.

Le prolétariat sous l'effet de la dégénérescence des partis traitres a complètement oublié ses traditions révolutionnaires qui ne sont pas latentes dans son sein, mais qui ont complètement disparu et qui sont à recréer de toutes pièces.

La cécité de la majorité sur les problèmes posés par l'obscurantisme régnant dans le mouvement ouvrier n'est nullement le fruit d'une incohérence, mais la conséquence logique de l'appréciation suivant laquelle nous sommes dans une période de montée révolutionnaire où des luttes politiques ouvrières peuvent jaillir spontanément.

Quelles sont les caractéristiques de cette montée ? Le découragement !!

L'illogisme, paraît-il, de la minorité et des militants qui considèrent que la situation est propre à la conception du Parti en niant la montée révolutionnaire, c'est que le Parti ne peut se construire que dans une période de flux. Et l'on affirme que l'expression de cette montée c'est l'expérience que font des couches importantes du prolétariat et de la petite bourgeoisie des partis traditionnels. Cette expérience ne se traduit pas par un renforcement mécanique du Parti comme logiquement est amenée à le croire la majorité, mais par un découragement croissant et même un renforcement de la réaction. L'expérience que les masses ont faite du tripartisme n'a pas fortifié le parti mais a abouti au triomphe des « non ». Des majoritaires nous rétorqueront : « nous n'avons jamais dit que le Parti se construirait mécaniquement comme vous le prétendez. » Mais quand la majorité préconisait le boycott du referendum (et certains majoritaires seraient prêts à le refaire) elle est tout à fait logique avec elle-même, car si l'abstentionnisme, une des formes de l'apathie de la classe ouvrière est une preuve de montée, le Parti se doit de mettre de l'eau dans le moulin de l'abstentionnisme. Les majoritaires qui se sont ralliés à la position du « oui » ne l'ont fait nullement par juste analyse de la situation et des rapports de forces en présence, mais uniquement par peur d'être confondus avec la réaction. En suivant le raisonnement qui fait du découragement l'expression de la montée révolutionnaire quand, dans les usines, les sections syndicales seront squelettiques et qu'aux élections l'abstentionnisme sera massif, nous serons en pleine période de radicalisation, la révolution se sera commencée, « La Vérité » n'aura plus qu'à appeler aux Soviets. Comprenez qui pourra !

En outre, la majorité s'abstient de tirer des conséquences de l'absence de luttes politiques spontanées du prolétariat, expression véritable de la dépolitisation ouvrière actuelle. Les camarades qui militent dans les syndicats peuvent constater tous les jours que les ouvriers stalinien ont souvent des velléités d'opposition sur le plan syndical, mais n'en ont aucune sur le plan politique. Une autre preuve du décalage entre les luttes politiques et économiques, qui nous fait croire qu'il y aura des luttes politiques, que déclenchées par le Parti révolutionnaire, c'est l'exemple des grèves anglaises. En effet, en Angleterre ou les B.L. ont sensiblement plus d'influence qu'en France, les dockers se mettent en grève

duît aussi par la force du P.C. auquel les militants sont attachés sur des bases révolutionnaires. Autre foutaise. S'il est évident que des fractions importantes de militants ouvriers voient dans le P. C. l'instrument de la révolution sociale, pour des revendications de salaires où ils s'opposent au gouvernement travailliste, mais restent insensibles à la politique extérieure et coloniale du Labour Party.

La montée révolutionnaire existant dans le cerveau des majoritaires se traduit plus en plus les adhésions au stalinisme se font sur des bases réformistes et jacobines (Bayet et sous-Bayet). En outre, les staliniens sont arrivés à dévoyer la conscience de classe de nombre de leurs militants pour qui la révolution n'est plus l'objectif du combat politique. Combien de vieux militants du Parti Communiste qui ont connu sa ligne jusqu'en 1936, n'arrivent plus à distinguer un chien d'un chat sur le plan politique, et pour qui la Révolution socialiste est une vieillerie démodée et gauchiste. Il est intéressant de constater que la formulation majoritaire du mot d'ordre Gouvernement P.S., P.C., C.G.T., dans le sens de gouvernement ouvrier, est tout à fait logique si l'on trouve que la force du Parti Communiste est l'attestation de la montée révolutionnaire. Un million d'adhérents qui voient dans le Parti Communiste le Parti de la Révolution Socialiste et qui aspirent quotidiennement à la dictature du prolétariat ne feront l'expérience de leurs dirigeants que si on leur assigne le rôle du Gouvernement ouvrier. Les bouillants bolcheviks qui adhèrent actuellement au P.C. ne feront pas évidemment l'expérience de Thorez si on le met en demeure d'appliquer son programme opportuniste sur la base duquel, détail, plusieurs centaines de milliers d'adhérents lui font confiance. Nos majoritaires qui cherchent la montée, la bougie à la main, ne veulent pas voir que la force du P.C. est la preuve du dépérissement de la conscience de classe, car les masses sont loin de le suivre sur la base de notre programme. Le rejet que fait la majorité de l'analyse actuelle de la situation effectuée par la minorité aboutit à une politique qui tombe complètement à faux. Quel est l'ouvrier qui peut comprendre qu'après avoir traîné Thorez et Blum dans la boue, les B.L. lui demandent de se mobiliser dans son propre Parti (alors que nous prêchons la construction du nouveau Parti révolutionnaire) pour obliger les leaders ouvriers à appliquer notre propre programme qui est l'objectif que nous nous assignons. Si l'on veut que l'histoire se corse, imaginons la réaction de l'ouvrier qui a lu la proposition de Front unique par lettre du C.C., du P.C.I. au C.C. du P.C. où l'on expliquait avec une minutie touchante, le phénomène bureaucratique des dirigeants staliniens auxquels on proposait ensuite le front unique pour la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. Ceci est l'expression parfaite de la méthode qui consiste à faire de la politique avec soi-même.

Nous pouvons conclure ce paragraphe

en disant que la conception statique de la majorité sur la tactique révolutionnaire actuelle aboutit à partir en guerre avec un fusil de bois, car elle ignore la dépolitisation existante dans le mouvement ouvrier, et la période de stagnation qui risque même de se transformer en période de reflux dans laquelle nous nous trouvons.

À ceux qui considèrent que l'analyse objective de la situation est une preuve de défaitisme et de manque de confiance dans la classe ouvrière, nous conseillons de méditer sur le dernier Congrès de la C.G.T., où, par une majorité écrasante, des délégués ouvriers ont accepté de faire leur une des plus vieilles revendications patronales, le salaire au rendement. Malgré la caporalisation du Congrès, l'idée du salaire au rendement est acceptée par la classe ouvrière. Cette dépolitisation actuelle se manifeste par l'absence de courants et tendances se dégageant des partis traditionnels et cherchant la voie du parti révolutionnaire et, par l'absence de combattivité ouvrière sur le plan politique. La majorité, quoi qu'elle en dise, considère que le Parti se construira mécaniquement, le découragement existant dans la classe ouvrière étant considéré comme une preuve de montée révolutionnaire donc conduit logiquement à faire du Parti le seul bénéficiaire de ce découragement; qui peut le favoriser seulement dans la mesure où il saura parler un langage compréhensible à la classe ouvrière, et à se mettre au niveau des luttes et des préoccupations ouvrières telles qu'elles sont. Les mots d'ordre que sont appelés à lancer les majoritaires sont ceux valables dans une période de montée tel celui de boycott du referendum, car un boycott n'est pas un refus de voter, mais une démonstration de force du Parti révolutionnaire qui peut entraîner de larges couches du Prolétariat à manifester son mécontentement par des manifestations, des piquets devant les mairies, etc...

L'expérience que le prolétariat fait de ses Partis peut profiter aussi bien au fascisme (méditons sur les résultats du referendum). Il est bon de noter que le danger fasciste est fortement minimisé par nombre de majoritaires. Pour en finir avec la majorité, répondons à ce jeu d'esprit assez coutumier : les possibilités de croissance du Parti peuvent être comparées à celles du parti bolchevik qui a fait très brièvement la conquête des masses. On oublie que le poids de la politique des S.R. et Mencheviks n'était nullement comparable à la politique obscurantiste et destructrice du stalinisme. D'autre part, le prolétariat russe était vierge par rapport au prolétariat français qui a un long passé de défaites et de trahisons des organisations ouvrières. La décadence de la bourgeoisie qui se traduit bien dans le mouvement ouvrier accroît le rôle du Parti qui ne peut plus compter sur la spontanéité des réactions politiques ouvrières, et qui pour entreprendre son travail de rééducation révolutionnaire doit se fixer des délais assez longs.

Pour se convaincre de toutes les er-

reurs de la politique majoritaire on n'a qu'à méditer sur l'échec que subit le recrutement du Parti depuis deux ans, qui ne correspond pas du tout aux possibilités de la période actuelle où pour la première fois en France, de larges fractions du prolétariat sont ébranlées dans la confiance qu'elles ont de leur parti traditionnel.

Ce qui, encore une fois, nous le répétons, n'est pas la caractéristique d'une montée révolutionnaire, et qui donne des chances aussi bien au fascisme qu'à la quatrième internationale.

Le luxembourgeoisisme de la majorité consiste en ce que sa position aboutit à affirmer que la construction du Parti se fera sous la pression d'une montée révolutionnaire indépendante de son existence. D'où le refus de la révision tactique et l'emploi du mot d'ordre approprié au niveau des masses nécessaires pour pénétrer dans un prolétariat incapable d'entreprendre spontanément des luttes politiques. La majorité en arrive inévitablement à croire que la classe ouvrière rejoindra le Parti sous la pression de la montée qui mettra les B.L. dans la position de la balle projetée par un jet d'eau, indépendamment de l'effort qu'ils feront pour se trouver dans le courant des masses, effort qui est considéré comme un abandon de programme.

Les insuffisances de la minorité.

La minorité a justement souligné que dans la période décadente de l'impérialisme, le rôle subjectif du parti s'est accru, la spontanéité des masses étant gravement compromise par le pourrissement de la bourgeoisie. Un exemple pourra nous en convaincre, le nationalisme correspondant à un besoin expansionniste de la bourgeoisie dans sa période ascendante, repris par les partis traîtres a pu imprégner à la classe ouvrière. La minorité a également établi que la construction du parti révolutionnaire passait par un long et patient travail de rééducation du prolétariat. Cette rééducation révolutionnaire, gage du redressement de la conscience des classes ouvrières vu la dépolitisation actuelle du prolétariat et l'oubli quasi total de ses traditions révolutionnaires nécessitent une adaptation tactique du Parti au niveau des masses. Sur le plan de l'élaboration politique, la minorité aurait dû tenter d'esquisser ce problème: une nouvelle page est à écrire dans la théorie marxiste-léniniste, celle qui doit nous éclairer sur l'application du marxisme dans une période d'obscurantisme sans précédent dans les annales du monde ouvrier. Si l'apport léniniste est une constante qui reste valable actuellement, une révision totale dans la formulation de son enseignement s'impose, comme certains camarades l'ont fait remarquer dans les mots d'ordre qui permettaient au lendemain de la première guerre mondiale d'entraîner la classe ouvrière vers la conquête du pouvoir ne permet pas, actuellement, d'entraîner des fractions même infimes du prolétariat dans la lutte sociale. La minorité ne fait que prôner une révi-

sion tactique qu'elle n'a pas l'air de pouvoir effectuer et en outre, elle ne propose aucune solution pour faire sortir le Parti de la crise de sectarisme qu'il subit (les discussions qui ont eu lieu dernièrement au sujet du referendum ont pu nous en donner une preuve éclatante). Nous croyons que la longue liste de fautes commises par le Parti, la persistance d'un sectarisme qui est un facteur important de son végétisme provient indéniablement comme beaucoup le reconnaissent, de la jeunesse des militants du Parti et de leur manque d'expérience du mouvement ouvrier. Ensuite on a coutume de dire que c'est par l'apport d'éléments nouveaux que nous nous redresserons politiquement et organisationnellement, ce qui, pratiquement, s'avère complètement faux. Vu le laminage stalinien sur toute une génération de cadres ouvriers et l'obscurantisme régnant à la base du P.C., peu de militants de poids capables d'apporter une contribution politique à la construction du Parti révolutionnaire viennent à la IV^e Internationale. Les quelques militants du P.C. qui viennent au Parti sont les moins attachés au Parti Communiste, donc, ont le moins d'expérience du Mouvement ouvrier. Le retard énorme des tendances et courants se dégageant des Partis traditionnels fait que le recrutement individuel ne nous apporte rien sur le plan politique ; nous avons tout à donner au militant qui vient à nous et bien souvent au phagocyte son bon sens et le réalisme qu'il pouvait apporter au Parti.

La croissance du mouvement bolchevik en U.R.S.S. s'est marqué par la formation de groupes et de courants qui venant au bolchevisme donnaient leur pierre à l'édification de l'avant-garde. La troisième internationale s'est formée par le regroupement de multiples courants composés de cadres révolutionnaires et non de jeunes militants qui n'apportent que leur bonne volonté et leurs bras pour coller et diffuser tracts et journaux.

Le recrutement actuel du parti ne peut le redresser en rien politiquement car aucun cadre du mouvement ouvrier ne vient à nous. Nous ne croyons pas que le Parti révolutionnaire se formera uniquement par l'arrivée graduel de nouveaux militants que nous avons complètement à colorer, mais par la réunion de tendances, issues du syndicat et du P.S. qui nous apporteront leur expérience propre du mouvement ouvrier. La venue de ces cadres sera le seul gage de redressement du Parti et de liquidation du sectarisme. Ces cadres nous donneront des têtes politiques qui seront autre chose que les dirigeants de groupes d'études et des vestales de l'orthodoxie marxiste. Il y a peu d'espoir que du P.C. sortent des tendances qui rejoindront la IV^e Internationale car la terreur bureaucratique existant dans ces rangs s'oppose à la formation du courant s'oppose à la formation du certain démocratie. Seul du parti socialiste naîtront ces tendances. Martinet (nous le citons sans partager ses vues) disait très justement dans la

Revue Internationale qu'un fort courant gauche dans le P.S. qui réalise l'impasse dans laquelle mène le reformisme, ne trouve pas de voie de sortie à cause de la politique du P.C. qui s'est alignée sur les positions doctrinales de la sociale démocratie, nous pouvons ajouter à cause de l'incapacité du P.C.I. qui ne sait apparaître comme un pôle de regroupement révolutionnaire. Donc, le remède pour le Parti serait de propulser des tendances qui rejoindrait la VI^e Internationale. Il n'est en aucun cas, question de liquidationnisme, car il est évident qu'un travail de fraction n'est fructueux que dans la mesure où le parti apparaît avec son programme et sa politique.

Dans la mesure où notre langage et notre tactique ne s'adapte pas au niveau du Mouvement ouvrier actuel, nous sommes subjectivement responsables de l'éclosion de ces tendances, car les militants d'avant-garde n'aperçoivent pas de pôle d'attraction révolutionnaire. En outre, le militant ayant une certaine expérience du mouvement ouvrier, ne peut être attiré par quelques centaines de B.L. faisant de la politique avec eux-mêmes. Notre politique, nos mots d'ordre, la rédaction de notre presse ne tient aucun compte des bases sur lesquelles les masses sont attachées aux Partis traditionnels. Ce qui fait qu'il est difficile de rentrer dans une maison dont on ne voit pas la porte. La véritable crise du Parti, c'est l'absence d'apports politiques procurés par le recrutement ce qui risque de prolonger le sectarisme existant). Toutes les phrases sur le redressement du Parti par l'arrivée de nouveaux éléments, ne sont que littérature. Il s'agit d'examiner la réalité et d'apporter des solutions.

Le salut ne peut résider que dans la venue dans nos rangs de militants de poids et il ne s'agit pas d'attendre que les caillies nous tombent toutes rôties dans la bouche, mais de propulser des tendances par un large travail de fractions et une politique qui permette qu'il soit rentable.

Une attention toute particulière doit être prêtée à la crise existant dans le P.S. et aux possibilités de décrocher de larges éléments; on aurait pu espérer que la minorité s'apesantisse sur ces problèmes et sur les conclusions à tirer de l'absence de *renforcement politique* donnés par les nouveaux militants, elle n'en fait rien, elle se borne à stigmatiser le dogmatisme existant dans le parti sans apporter de remèdes. Nous croyons nécessaire de rappeler que ce texte est un jalon dans la discussion qui doit s'ouvrir. En aucun cas nous ne prétendons jouer aux voyants, ni aux inventeurs de cuisine miraculeuse. Nous ne visons qu'à aiguiller l'attention des dirigeants du Parti sur des points qui nous semblent primordiaux.

La rééducation révolutionnaire de la classe ouvrière par laquelle passe la construction du Parti consiste à se mettre souvent sur le plan des staliniens. Si nous considérons les préoccupations

des masses en esthètes marxistes, ces préoccupations sont à ignorer. Si nous voulons leur donner un contenu de classe et proposer des solutions, il faut comprendre leur source. Les ruines engendrées par la deuxième guerre impérialiste ont provoqué le marasme des capitalistes européens, ce qui fait que la volonté de redressement de la bourgeoisie joint à la politique des partis traîtres, rencontre le désir de reconstruction de la classe ouvrière. D'où la facilité avec laquelle le P.C. fait accepter son mot d'ordre « produire ».

L'infrastructure de la société actuelle facilite admirablement la politique stalinienne. Si nous voulons, nous, faire comprendre la fausseté de la politique du P.C., il ne faut pas mettre l'accent sur les revendications, mais sur la nécessité de produire *en contrôlant la production* et, pour cela, *revendiquer*. Le dédain pour la volonté de produire du prolétariat fait que notre politique tombe souvent à faux, car elle ignore la préoccupation essentielle de la classe ouvrière. Dans la mesure où la prise du pouvoir n'est pas un objectif proche, la nécessité de produire est une réalité avec laquelle il faut compter. D'un autre côté, la remontée révolutionnaire objective passera par une relève de l'économie qui permettra au prolétariat de voir clair sur les antagonismes sociaux. En ce qui concerne le dénoncement de la politique stalinienne, il ne s'agit pas de clamer à longueur de journée l'horreur de la collaboration de classe, mais d'expliquer patiemment par des campagnes de presse, bien orchestrées, pourquoi. Les conclusions que tirent les staliniens sur le sabotage des trusts (sur ce point nous sommes d'accord avec la minorité) sont fausses. Pourquoi les grèves ne font pas le jeu de la réaction. Pourquoi la défense des libertés démocratiques passe par l'action de classe.

Evidence, enfonçage de porte ouverte, dira-t-on, mais que l'on examine les échos donnés dans notre presse à ces préoccupations. On les effleure de temps en temps pour les mettre de côté ensuite et ceci n'est pas accidentel. Car dans la mesure où l'on croit à une montée révolutionnaire et à un niveau assez élevé des masses on est forcément tenté de croire que les illusions ouvrières actuelles s'éclipseront bientôt et que c'est sur la base de nos mots d'ordre que vont se situer les luttes ouvrières.

En ce qui concerne le dénoncement du Stalinisme, il ne s'agit pas de démontrer l'abandon des principes marxistes et de s'objectifs qui sont nôtres, mais de montrer comment le P.C. se trouve incapable, par la voie qu'il a choisie, de faire aboutir les revendications que la classe ouvrière considère comme siennes

La préoccupation essentielle des masses actuellement, est de produire pour satisfaire son besoin de consommation. C'est à cette préoccupation qu'il faut répondre constamment en expliquant comment se pose le problème de la production.

(Suite et fin page 16)

La question russe

doit être révisée

par R. GUÉRIN

L'article « Notre position actuelle sur l'U.R.S.S. », publié dans le numéro de février 1946 de la revue « Quatrième Internationale », montre que notre direction entend ne tirer aucune conclusion nouvelle des événements des six dernières années et conserver sur la question la même position statique. Il constate cependant que jusque dans nos rangs, les attaques contre cette position traditionnelle vont en s'accroissant, à cause des effets de plus en plus flagrants de la dégénérescence de l'U.R.S.S. Mais il estime que ces effets ne sont pas suffisants pour changer notre appréciation sur la nature de classe de l'U.R.S.S.

Il est certain que l'Etat soviétique est issu d'une révolution prolétarienne et que le régime économique de l'U.R.S.S. est toujours celui de la propriété collective, base première de la société socialiste. Mais en quoi le prolétariat bénéficie-t-il de cette propriété dont dispose à son gré une infime minorité de profiteurs ? En effet, la différenciation sociale s'est accentuée à un point tel qu'il n'est plus permis de parler seulement d'une « caste bureaucratique » ayant usurpé le pouvoir politique. Il s'agit aujourd'hui d'une véritable classe sociale qui, si elle ne possède pas juridiquement, tire cependant, à titre héréditaire à présent, le profit du régime économique de l'U.R.S.S.

Dans un ouvrage qui n'a pas encore été publié en français, « The Yogi and the Commissar », Arthur Koestler donne les détails suivants :

« La nouvelle Constitution de 1936 a rétabli l'inégalité depuis la naissance. L'héritage a de nouveau été rendu légal et le droit de disposer sans restriction de la propriété par testament a été garanti à chaque citoyen. L'assurance-vie a été aussi réinstituée. Les citoyens aisés sont encouragés par des prospectus du trust d'Etat d'assurance, à signer des contrats ; la prime minimum est fixée à 5.000 roubles ; elle est payée en cas de mort aux héritiers.

« Naturellement l'égalité complète à la naissance devait rester plutôt théorique aussi longtemps que subsistait l'inégalité de revenu des parents. C'était inévitable pendant la période transitoire allant de la « Première étape vers le socialisme » (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon son travail) à la seconde étape (chacun travaillant selon ses capacités et étant rétribué selon ses besoins, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de ses enfants, de ses plaisirs préférés, etc.). Pas même le critique le plus puriste ne pouvait s'attendre à un bond soudain vers l'égalitarisme total. Mais on avait le

droit de s'attendre, de la part d'un régime évoluant, bien que lentement, vers un but socialiste, à des efforts pour minimiser les effets sur l'enfant de l'inégalité inévitable chez les parents, pour empêcher que le privilège s'établisse dès le berceau. La politique soviétique a pris exactement le cours opposé. L'héritage a été rétabli, l'assurance sur la vie encouragée ; par dessus tout, les enfants des gens haut placés sont dotés de gratifications en espèces de l'Etat jusqu'à ce qu'ils aient grandi. Je note seulement un exemple : « A la mort d'un inventeur d'appareil d'avion non exécuté, le camarade N. M. Polikarpov, héros du travail socialiste, député au Soviet Suprême de l'U.R.S.S., à la suite d'une grave maladie, le gouvernement soviétique a décidé de verser une gratification de 100.000 roubles à la femme et à la fille de Polikarpov et des pensions de 1.000 roubles par mois à sa femme pour la vie, de 500 roubles par mois à sa fille jusqu'à la fin de ses études, de 400 roubles par mois à sa sœur pour la vie ». La jeune Mlle Polikarpov grandira ainsi dans une famille dont les trois membres touchent un revenu mensuel non gagné de plus de 3.000 roubles, plus un capital de 100.000 roubles en cas de besoin. Si elle était née dans une famille ordinaire d'ouvrier russe et si son père était mort de vieillesse ou d'accident, alors elle grandirait dans une famille ayant un revenu mensuel de 30 à 75 roubles au lieu de 3.000

Inégalités d'éducation.

Ainsi l'inégalité ne concerne pas seulement les adultes salariés, mais est portée jusque dans la nursery par une politique délibérée du régime. Les enfants en Russie soviétique grandissent riches et pauvres comme dans les pays capitalistes. Le premier rempart contre le privilège héréditaire est tombé quand la nouvelle constitution a sanctionné l'héritage de la propriété ; le second et plus important rempart est tombé quand la gratuité des études a été abolie par l'introduction du paiement pour l'enseignement supérieur ou primaire.

Le décret du 2 octobre 1940 a fixé le prix de l'enseignement pour les écoles secondaires (techniques, normales, agricoles, médicales, etc...) à 150 ou 200 roubles par mois, pour les universités à 300 et 500 roubles. Les prix pour le premier trimestre doivent être payés dans un délai d'un mois à partir de la promulgation de la nouvelle loi ; 600.000 étudiants de parents pauvres qui ne peuvent pas payer le prix, durent quitter l'école.

Ainsi l'enseignement élevé (à partir de

la quinzième année) est devenu le privilège des enfants dont les parents peuvent payer : c'est-à-dire la bureaucratie, la technocratie et la nouvelle intelligentsia. Ce développement a commencé longtemps avant l'introduction du paiement direct. Jusqu'en 1932, un minimum de 65 % des étudiants des collèges d'ingénieurs et des écoles techniques devaient être des ouvriers manuels ou les enfants d'ouvriers manuels ».

Ces citations montrent clairement que la bureaucratie n'est pas seulement une excroissance, un chancre sur le corps de l'Etat ouvrier, mais une véritable classe qui tire ses ressources de l'exploitation du prolétariat.

Est-ce à dire que l'U.R.S.S. soit devenue un pays capitaliste au même titre que les grands impérialismes ? Nullement. La bureaucratie dirigeante et exploitrice a installé sa domination sur les bases économiques établies par la Révolution d'Octobre. Son sort est lié à celui de la propriété collective, elle est obligée par intérêt de défendre cette propriété collective. Le camarade Leblanc soulignait lui-même, dans sa thèse zinovéviste, que les couches les plus réactionnaires de l'U.R.S.S., si elles renversaient Staline, ne mettraient pas en cause le régime économique du pays. La bureaucratie russe n'est donc pas assimilable à la bourgeoisie américaine ou britannique.

L'U.R.S.S. est-elle donc devenue un type nouveau d'Etat, inconnu jusqu'alors ? Et faut-il, comme les camarades conformistes sur la question de l'U.R.S.S. prétendent que nous devrions le faire, admettre la nécessité de cette étape historique imprévue par Marx, au cours de laquelle a surgi un type d'Etat ni capitaliste ni socialiste ? C'est perdre de vue les causes du triomphe du stalinisme. L'opposition a été vaincue à cause du recul de la Révolution mondiale et de l'état arriéré de la Russie. Ces causes ont fait dévier le train de la Révolution sur une voie de garage, qui ne conduit qu'à un cul-de-sac. L'Etat soviétique n'est pas un type d'Etat nouveau, pas plus qu'il n'est un Etat bourgeois comme les autres : il est le produit d'une dégénérescence extraordinairement rapide d'une révolution prolétarienne. Pour reprendre la comparaison extrêmement juste du camarade Daniel Logan, une pomme pourrie est toujours une pomme, mais elle est pourrie, et on ne saurait plus en faire une pomme saine. L'U.R.S.S. est aujourd'hui devenue une pomme pourrie, si pourrie que la pourriture des fruits d'autres espèces que sont les Etats capitalistes paraît bien peu de chose en comparaison. Et la question qui se pose pour tout révolution-

TEXTE DE DISCUSSION

(Suite de la page 14)

Quand on lit notre presse, on aperçoit le dédain le plus souverain pour les préoccupations ouvrières actuelles (jugées impures) et les arguments staliens qui font poids sur la classe ouvrière et qu'on ne prend même pas la peine de démonter.

— En ce qui concerne la défense de l'U.R.S.S., il semble que l'on ait une frousse bleue des critiques ultra-gauches, d'où la pratique d'un défensisme que l'on cache. Il est impossible pour un ouvrier qui lit notre presse, de connaître notre position sur l'U. R. S. S. Vu l'accélération que semble prendre le processus qui nous mène à la troisième guerre mondiale, il s'agit de mettre hardiment en avant, en prenant position sur tous les problèmes de la politique internationale, notre défensisme inconditionnel qui ne doit pas être une dette dont on s'acquitte vis-à-vis de la mémoire de Trotsky, mais une réalité.

Notre défensisme inconditionnel doit nous obliger à démontrer continuellement, à travers la politique stalinienne pratiquée dans les pays occupés par l'Armée Rouge, que les méthodes de défense de la bureaucratie mettent en péril, les conquêtes sociales de la révolution d'octobre. Banalité, dira-t-on encore, mais il s'agit de l'extérioriser et non d'en faire un lieu commun pour B.L.

Le prochain bulletin
contiendra les
résolutions des
cellules, rayons et
régions, qui n'ont
pu trouver place
dans celui-ci

naire est celle-ci : « La défense de cette pomme pourrie a-t-elle un intérêt quelconque pour la révolution ? Son existence peut-elle favoriser le développement d'autres pommes qui, elles, seront saines ? En un mot, l'existence de l'U.R.S.S. favorise-t-elle la révolution mondiale ? »

Poser la question nous paraît être la résoudre. Le triomphe militaire de l'U.R.S.S. n'a en rien amené un développement du mouvement révolutionnaire dans les pays occupés. L'Armée Rouge a partagé les terres des grands propriétaires de l'Est européen (sauf celles de l'église catholique en Pologne) dans la mesure où ces derniers résistaient à la domination soviétique, mais elle a empêché tout mouvement de masse d'aboutir (écrasement du Soviet de Vilno en 1939). Elle a mené une politique de pillage incroyable. (A Vienne, les immeubles ouvriers, créés par la municipalité socialiste ont été saccagés par les soldats russes à qui l'on avait fait croire sans peine qu'il s'agissait de demeures de capitalistes). Elle a fait alliance avec les fractions les plus dociles des bourgeoisies nationales contre d'autres factions bourgeoises mais aussi et surtout contre le prolétariat. Elle a discrédité aux yeux des masses, pour une longue période, l'idée même du socialisme.

En plus de cela, l'U.R.S.S., comme l'explique Daniel Logan, désagrège la classe ouvrière de ces pays en les désindustrialisant, en démantelant les usines pour les transporter en U.R.S.S. Elle y transporte aussi comme du bétail, des millions de déportés qui vont achever leur vie dans les bagnes sibériens, sans autre perspective qu'un travail harassant jusqu'à ce qu'ils en crèvent.

La présence de l'Armée Rouge dans les pays occupés a-t-elle fait faire un seul pas dans la voie de la Révolution ? Elle a, au contraire, éloigné les masses des solutions révolutionnaires. Où sont nos sections d'Autriche, de Pologne, de Tchécoslovaquie ? Que sont devenus nos camarades de l'est de l'Allemagne ? Nous savons seulement qu'en Bulgarie est née une section de la 4^e Internationale et qu'elle a pris une position d'offensive sans équivoque contre le stalinisme contre-révolutionnaire. Malgré cet exemple extrêmement encourageant, il est infiniment moins difficile pour le mouvement révolutionnaire de se développer dans les pays occupés par les Anglo-Américains que dans les pays occupés par les Russes.

Mais, objectera-t-on, si l'U.R.S.S., au cours d'une prochaine guerre contre les pays impérialistes, était anéantie, la suppression de la propriété collective ne constituerait-elle pas une défaite pour le mouvement ouvrier tout entier, la victoire impérialiste ne renforcerait-elle pas le capitalisme international pour une longue période ? Il est certain que la question est complexe. En aucun cas nous ne pouvons déclarer que la suppression de la propriété collective ne nous importe pas. Mais la défense de l'U.R.S.S., à l'heure actuelle, ne signifie plus seulement la défense de la propriété collective, mais en même temps la défense d'un pouvoir politique qui empêche la propriété collective de se répandre à travers le monde. En cas de guerre entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S., la victoire américaine amènerait la colonisation de

l'U. R. S. S. par les impérialistes, et à l'échelle internationale un découragement énorme dans les rangs de la classe ouvrière désorientée pour une longue période, mais la victoire de l'U.R.S.S. engendrerait la dictature de la bureaucratie sur l'Europe et l'Asie, et empêcherait tout mouvement révolutionnaire de se développer dans l'ancien continent. Il serait donc faux de considérer l'un des camps en présence comme le camp du prolétariat. Des deux côtés, le prolétariat devrait lutter pour la révolution prolétarienne, pour la fraternisation des soldats en lutte. Certes, cette lutte révolutionnaire devrait prendre des aspects différents dans les deux camps. En U.R.S.S., il faudrait lutter contre la bureaucratie en montrant son incapacité à défendre la propriété collective, mais il faudrait considérer son renversement au cours de la guerre comme le but n° 1. De même que le but n° 1 pour les prolétaires américains serait de battre leur propre bourgeoisie et de former des Soviets d'ouvriers et de soldats.

Le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. a un autre aspect contre-révolutionnaire. Pour des masses de plus en plus larges, les prolétariats des pays occupés, les prisonniers de guerre ayant eu affaire aux Russes, la défense de l'U.R.S.S. signifie la défense de la barbarie. L'U.R.S.S. c'est le pays du travail forcé (environ 10 millions de déportés), de la dictature policière la plus implacable, d'une misère inconnue dans les pays occidentaux, des différenciations sociales plus accentuées que partout ailleurs. Défendre l'U.R.S.S. parce que c'est le pays de la propriété collective, indépendamment des autres facteurs, c'est déclarer que ce seul point progressif a plus de valeur que l'ensemble des faits qui font du régime soviétique un régime de boue et de sang. Jamais nous n'avons considéré les Spartiates, qui exploitaient odieusement les Ilotes, comme des précurseurs du socialisme et cependant ils étaient collectivistes. Staline, qui opprime des millions d'hommes au moins autant que les Spartiates opprimaient les Ilotes, est de la lignée de Lycurgue plus que de celle de Spartacus.

Ces différentes raisons nous font considérer le mot d'ordre de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. comme un mot d'ordre qui n'est plus en rapport avec la situation actuelle. Nous sommes de plus en plus persuadés que la lutte révolutionnaire ne passe plus par la défense de l'U.R.S.S., pas plus que le développement du mouvement révolutionnaire ne passe par l'expérience des partis ouvriers, du Parti communiste en particulier, au pouvoir. Avec les sections allemande, grecque, mexicaine, bulgare et le groupe espagnol de Mexico de la IV^e Internationale, nous sommes un certain nombre du P.C.I. français à penser que la question russe doit être révisée. Le camarade Trotsky lui-même, après avoir, pendant de longues années soutenu avec véhémence la thèse de la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., a dit peu de temps avant sa mort : « Si d'ici cinq ans aucune transformation n'a eu lieu en U.R.S.S., il faudra reconsidérer la question ». Plus de cinq ans ont passé ; il est temps de rompre avec une politique que plus rien ne justifie.

R. GUERIN.